

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La guerre imaginaire

par Patrick Lawrence



Patrick Lawrence, longtemps correspondant à l'étranger, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son dernier livre: «Time No Longer: Americans after the American century». (Le temps passé: l'Amérique après la fin du siècle américain).

Patrick Lawrence est abordable sur Twitter sur @thefloutist ainsi que sur son site web: Patrick Lawrence.

Elle a commencé lorsque le gouvernement Biden et la presse ont présenté sous un faux jour les objectifs de la Russie en Ukraine et tout ce qui est arrivé ensuite a commencé là.

Comment les clans politiques, la «communauté du renseignement» et la presse qui est à leur service réagiraient-ils si le scénario de la guerre en Ukraine qu'ils n'ont cessé d'évoquer se serait avéré imaginaire, un conflit genre «Marvel Comics», sans aucun rapport avec la réalité? Je m'y interrogeais là-dessus depuis le début de l'intervention russe, le 24 février. Je savais que, lorsqu'enfin on nous en fournirait une réponse, elle serait intéressante.

Eh bien ça y est, on l'a, cette réponse. Si l'on se base sur le «New York Times», un

quotidien sous contrôle gouvernemental, on constate que le résultat n'est rien d'autre qu'une variante du fiasco du Russiagate: Les fabricants d'orthodoxies et de consensus en tous genres se défilent par la porte de service. En fait, je pourrais vous dire que mon intention n'est pas de désigner le «Times» comme l'un des acteurs de ces sombres manigances, sauf que si, je le fais. Celui qui a longtemps été – mais qui ne l'est plus – le journal de référence persiste dans ses mensonges et ses mystifications tordues en imposant à des lecteurs sans méfiance la version officielle encore qu'imaginaire de la guerre.

1945 et 2022: démilitariser et dénazifier

Comme les lecteurs raisonnablement méfiants de *Consortium News* s'en souviendront, Vladimir Poutine a été clair lorsqu'il a dévoilé au monde les intentions de la Russie au début de son intervention. Elles étaient au nombre de deux: Les forces russes sont entrées en Ukraine pour «démilitariser et dénazifier» le pays, deux objectifs précis et circonscrits. Un amateur avisé de ces chroniques a fait remarquer, dans un récent échange de commentaires des lecteurs, que le président russe avait une fois de plus prouvé, quoi que l'on puisse penser de lui par ailleurs, qu'il était un homme d'Etat déterminé et qu'il possédait une excellente connaissance de l'histoire. Lors de la conférence de Potsdam en juillet 1945, le Conseil de contrôle allié a déclaré que son objectif d'après-guerre en Allemagne était de réaliser les «quatre D», à savoir la dénazification, la démilitarisation, la démocratisation et de la décentralisation.

Donnons à David Thompson, qui a attiré mon attention sur cette référence historique, une place méritée dans cet article:

«La réaffirmation par Poutine des principes de dénazification et de démilitarisation établis lors de la conférence de Potsdam n'est pas qu'un simple coup de chapeau pit-

toresque à l'histoire. Il a signifié aux Etats-Unis et au Royaume-Uni que l'accord conclu à Potsdam en 1945 est toujours pertinent et valable»

Un ordre juste et stable doit servir les intérêts de toutes les parties en matière de sécurité

Le président russe, dont le seul argument face à l'Occident est qu'un ordre juste et stable en Europe doit servir les intérêts sécuritaires de toutes les parties, ne faisait que réitérer les objectifs que l'Alliance transatlantique s'était autrefois engagée à accomplir. En d'autres termes, il soulignait l'hypocrisie flagrante de cette alliance qui arme les descendants idéologiques des nazis allemands.

Je reviens sur cette question parce que cette guerre imaginaire a commencé avec les fausses déclarations tout à fait irresponsables du régime Biden et de la presse sur les objectifs poursuivis par la Fédération de Russie en Ukraine. Et tout le reste est venu de là.

Souvenez-vous: Les forces russes auraient été en passe de «conquérir» l'ensemble de la nation, d'anéantir le régime de Kiev, d'y installer un gouvernement fantoche, puis de poursuivre leur route vers la Pologne, les Etats baltes, la Transnistrie et le reste de la Moldavie, et qui sait quoi d'autre encore. La dénazification, comme on peut le lire désormais, ne serait qu'une mascarade du Kremlin.

Nouvelle édition

Après avoir menti là-dessus sans vergogne, on a donc diffusé l'édition suivante de ces chimères. La Russie ne parviendrait pas à atteindre ses objectifs imaginaires. Moral au plus bas, désertions, troupes insuffisamment entraînées et ne mangeant pas à leur faim, échecs logistiques, artillerie pitoyable, munitions inadéquates, officiers incompetents: les Russes iraient s'écrouler sur le sol ukrainien.

Dans ce film irréel, le corollaire était l'héroïsme, le courage et la bravoure sur le

champ de bataille des troupes ukrainiennes, et surtout du bataillon Azov, qui du coup n'étaient plus une création d'inspiration néo-nazie. On oublie tout ce que le «Times», le «Guardian», la BBC et d'autres publications et radiodiffuseurs grand public nous avaient dit avant au sujet de ces fanatiques idéologiques. Tout ça, c'était avant, maintenant, c'est maintenant.

Récits inventés

Le problème à ce stade est que, sur le terrain, il n'y a pas de victoire à signaler. En fait, on est entré dans une période de défaites. En mai, à peu près au moment où le bataillon Azov a été contraint de se replier à Marioupol, l'heure était aux atrocités russes...

Nous avons donc eu droit au théâtre et la maternité de Marioupol, puis à l'immonde boucherie de Bucha, dans la banlieue de Kiev; et bien d'autres encore. Ce qui s'est réellement passé lors de chacune de ces affaires n'a jamais été établi par des enquêteurs crédibles et désintéressés; d'emblée, on a rejeté les nombreuses preuves de la responsabilité des forces ukrainiennes. Mais qui a besoin d'enquêtes et de preuves lorsque les Rrrrrusses, des brutes criminelles et impitoyables sans le moindre discernement, se doivent d'être coupables si l'on veut que la guerre imaginaire se poursuive?

Dans ce domaine, ma préférence va sans conteste à CNN, qui a consacré beaucoup de temps, ce printemps, à des allégations – ukrainiennes, bien sûr – selon lesquelles des soldats russes violaient des jeunes filles et des jeunes garçons, jusqu'à des bébés de quelques mois.¹

La chaîne a brusquement laissé tomber cette enquête après que la haute fonctionnaire ukrainienne à l'origine de ces allégations ait été démise de ses fonctions en raison du caractère mensonger des accusations.² Sage décision de la part de CNN, je crois: Comme l'a montré l'histoire, la propagande n'a pas besoin d'être très subtile, mais elle a quand même ses limites.

Tout juste après le développement du récit des atrocités, on a embayé sur le thème «les Russes volent les céréales ukrainiennes». La BBC a fourni un compte rendu particulièrement remarquable sur ce sujet. Regardez moi un peu cette vidéo et ce texte de présentation et dites-moi si ce n'est pas la chose la plus mignonne que vous ayez jamais vue, avec autant de trous que les rideaux en dentelle de ma grand-mère irlandaise.³

Mais là, il y a un problème. Les forces armées russes, avec leurs «désertions», leurs «fusils hors d'âge» et leurs généraux idiots sont en train de prendre les villes les unes après les autres dans l'Est de l'Ukraine. Et là, il ne s'agit pas – ombre au tableau – de victoires imaginaires. Fini le thème de la guerre bien menée, place à la brutalité de la frappe à l'aveugle de l'artillerie des Russes. Une «stratégie primitive», comme le Times a tenu à nous le faire savoir. Dans l'horreur de la guerre, on ne bombarde tout simplement pas une position ennemie avant de la prendre. C'est médiéval.

Ces derniers temps, un autre problème se pose aux illusionnistes de la guerre imaginaire. Il s'agit du nombre de morts. La mission de surveillance des droits de l'homme de l'ONU a indiqué le 10 mai que le nombre de victimes s'élevait à ce jour à plus de 3 380 morts civils, chiffre qui est passé à 4 509 en juin, et à 3 680 civils blessés. (Dans une guerre, les deux camps s'entretuent).

Travailler activement à la paix même en temps de guerre

Lorsque les trains ont commencé à rouler vers le front, fin juillet – début août 1914, de nombreux wagons portaient des inscriptions. Outre de nombreux cris de guerre, on pouvait également y lire: «A Noël, nous serons de retour à la maison.»

Au final, ce furent plus de quatre ans de guerre, plus de 15 millions de soldats et de civils morts, ainsi qu'une Europe et un monde radicalement transformés. Et à peine 20 ans plus tard, une deuxième guerre mondiale avec des destructions encore plus importantes, plus de 60 millions de morts et une nouvelle ère de l'histoire.

«Une fois la guerre déclenchée, tout peut en effet arriver.» Cette déclaration de l'éminent journaliste australien John Pilger (cf. article en page 2) incite fortement à la réflexion – et à poser des questions: «Qui a déclenché la guerre en Ukraine, dont tout le monde parle depuis le 24 février – mais qui a commencé bien plus tôt? Quand, comment et dans quel but a-t-elle été déclenchée? Il existe déjà certaines réponses excellentes à ces deux questions.» Notre journal *Horizons et débats* a également tenté de répondre à ces questions par de nombreux articles. Mais il y a aussi d'autres questions. Des questions qui pointent vers l'avenir. La plus importante d'entre elles est: «Comment et quand cette guerre se terminera-t-elle, et avec quelles conséquences? Et à partir de ce point, avons-nous, nous les citoyens, une possibilité de contribuer à cette fin?»

Le flot d'informations et surtout d'opinions et de propagande sur la guerre est énorme. En tant que citoyen de cœur et d'esprit, on espère chaque jour avant tout une chose: des lueurs de paix à l'horizon. Et en effet, on trouve toujours des indices qui montrent que l'espoir d'une fin prochaine de la guerre pourrait être justifié. Pour être à nouveau déçu le lendemain par de nouvelles informations. Ainsi, dans nos médias occidentaux, on entend d'une part que le mécontentement face aux effets catastrophiques des sanctions sur l'économie mondiale et sur les propres pays grandit de jour en jour, des voix se font entendre qui nient résolument la possibilité d'une «solution» militaire et plaident pour une solution négociée – le plus rapidement possible. Parallèlement, on entend des slogans d'incitation à persévérer jusqu'à la «victoire finale», formules de propagande sur la méchanceté de la Russie et en particulier du Président du pays. Nous laissons ici ouverte la question de savoir si ce chaos de sentiments est délibérément créé – par exemple pour décourager les gens et les dissuader de s'engager eux-mêmes pour la paix.

Il est réaliste de partir du principe qu'une vaste machine de guerre – avec tout ce que cela implique – a été mise en route des deux côtés du front. Et ce front n'oppose pas seulement la Russie et l'Ukraine, mais de nombreux Etats du monde. Parler d'une «guerre mondiale» n'est pas absurde. Il est évident qu'il ne s'agit pas du Bon contre le Mal, de la liberté et de

la démocratie contre la dictature et la tyrannie. Il est tout aussi irréaliste de vouloir, en tant que citoyen, mettre fin à cette guerre à pas de géants dès demain.

Mais cette prise de conscience n'est pas synonyme de découragement. L'homme courageux se pose deux questions: *Qu'est-ce qui contribue – et qu'est-ce qui ne contribue pas – à la paix? Et puis aussi les questions suivantes: «Qu'est-ce que je veux faire? Qu'est-ce que je peux faire?»*

Se laisser prendre au piège de la propagande de guerre ne contribue pas à la paix. Se laisser tromper par les images de l'ennemi, participer à la catégorisation des bons et des méchants, faire battre les tambours de la guerre ne sont dictés que de l'arrogance et du refus de la réalité...

Qu'est-ce qui contribue à la paix? Les vertus cardinales classiques sont toujours valables, telles que le courage, la sagesse, la justice et la juste mesure. La modestie et l'absence de grands discours, construire des ponts entre les hommes et entre les peuples, comprendre et faire comprendre, chercher la vérité, se laisser éclairer et éclairer soi-même, éduquer et former la future génération pour qu'elle soit plus apte à la paix, être un être humain ici et maintenant, reconnaître et réfléchir à ses propres forces et faiblesses sont des attitudes fondamentales... Et se poser encore et toujours les questions fondamentales reste primordial: qu'est-ce qui ne contribue pas... et qu'est-ce qui contribue à la paix?

Karl-Jürgen Müller

Suite page 2

«Les médias mainstream font partie d'une guerre de propagande»

John Pilger sur les mensonges de l'Occident et la mobilisation contre la Chine

*ts. Il est considéré comme l'un des derniers grands journalistes de notre époque, une inspiration pour de nombreux jeunes. John Pilger (*1939), journaliste, auteur et réalisateur de documentaires australien, a consacré sa vie à la recherche de la vérité. Il a passé sa carrière à travailler pour le mainstream, couvrant neuf guerres. Mais il n'a jamais vu de reportages «aussi intensément inondés par un tsunami de hourrapatriotisme et de ses variantes manipulatrices» que ceux sur la guerre en Ukraine. «Et c'est précisément pour cela qu'il ne faut plus rien croire». Il ajoute qu'il ne faut pas négliger la campagne de propagande occidentale et la mobilisation contre la Chine.*

Il prend les hostilités avec du calme. Le grand journaliste *James Cameron* a dit un jour: «Quand on vous traite de «communiste», surtout de «juif communiste», vous savez que vous faites quelque chose de bien, vous avez du succès». *Pilger* a récemment donné une interview au «South China Morning Post» et a rappelé le rôle de la propagande dans les guerres. Selon lui, il en va de même pour la guerre en Ukraine. «Vous devez toujours vous rappeler qu'il s'agit avant tout d'une guerre de propagande. Et je pense que l'on peut faire confiance à presque rien de ce que l'on lit dans la presse occidentale sur l'invasion de l'Ukraine». Le scepticisme est de mise, mais il n'est pas sûr que les lecteurs et les téléspectateurs américains et européens en aient la capacité. «C'est désormais crucial, car on ne peut plus rien croire. Chaque jour, quand je lis les médias, je regarde la source, et c'est le service secret ukrainien». L'opération de propagande en Ukraine est «assez brillante». «Ils ont réussi à inventer une attaque par guerre chimique sans qu'il y en ait eu une. Ils ont réussi à maintenir hors des médias occidentaux le fait qu'une grande partie de l'Ukraine est contaminée par de véritables extrémistes, des fascistes, des «néonazis» comme on les appelle. Les Etats-Unis jouent le rôle principal en Ukraine. Mais il ne faut pas oublier que les Etats-Unis n'en ont rien à faire de l'Ukraine. L'Ukraine n'est qu'un pion dans

ce jeu. Selon leur ministre de la Défense, l'objectif des Etats-Unis est, littéralement et publiquement, de détruire la Fédération de Russie. «Cela est connu depuis longtemps. C'est probablement le projet le plus dangereux dans le monde actuel, car les Russes ne le laisseront pas faire».

Comprendre le conflit, c'est donner la parole aux deux parties, a-t-il ajouté. Avant le 24 février de cette année, 60 000 soldats ukrainiens se trouvaient sur la ligne de contact à travers le Donbass, a-t-il ajouté. «Pour les Russes, le Donbass est le dernier tremplin. [...] Tout dans l'histoire russe moderne et dans l'histoire tout court nous dit que les Russes ne toléreront jamais ce qui se passe en Ukraine. Qu'ils considèrent cela comme une menace, et l'Histoire les justifie. Dans toute discussion sur la géopolitique, l'histoire doit faire partie de l'analyse». Selon *Pilger*, c'est de la pure ignorance occidentale

vis-à-vis de la Russie, mais aussi de la Chine, que de ne pas vouloir considérer leur perspective. Il ne s'agit en aucun cas d'approuver l'invasion de Poutine ou de la cautionner, mais il faut la comprendre. La Russie n'en tirera aucun avantage. «Une fois déclenchée la guerre, tout peut arriver».

En tant que journaliste mainstream, *Pilger* a rapporté neuf guerres, mais il n'a jamais vu un tel «tsunami de hourrapatriotisme dans ses variantes on ne peut plus manipulatrices». Il dit toujours aux gens qu'ils doivent déconstruire toutes les informations à la télévision, les vérifier. Si ce n'est pas possible, il faut les rejeter. Quand il n'a pas le temps de le faire, comme la plupart des gens, il n'y a qu'une chose à faire: les ignorer. Car s'il y avait autrefois encore de la place pour les journalistes qui s'engageaient pour la vérité, même à Londres, dans Fleet Street, le quartier de la presse de

l'époque, ces espaces sont aujourd'hui fermés. On peut certes se moquer des médias sociaux, mais «cela signifie que nous avons au moins la possibilité de remettre en question ce que nous voyons, entendons et lisons dans les médias dominants». Car ces médias mainstream font partie d'une guerre de propagande. Le but n'est pas de faire de l'anti-prop d'une quelconque manière et de critiquer le métier qui m'a donné un foyer tout au long de ma carrière. Mais c'est la vérité, et nous devons être sceptiques. Nous devons absolument être sceptiques envers tout».

La Chine encerclée par 40 bases américaines

En tant qu'Australien, *Pilger* observe également la propagande contre la Chine. Il s'agit d'une «guerre douce» qui est déjà menée contre la Chine. C'est ce que nous vivons jour après jour et c'est extrêmement dangereux». Les rapports sur l'affirmation de la Chine en mer de Chine méridionale sont souvent tendancieux, mais le fait est, et cela est délibérément passé sous silence, que «la Chine est entourée d'environ 40 bases américaines, de l'Australie à travers le Pacifique jusqu'en Asie, jusqu'en Corée, au Japon et à Okinawa. Ces bases flottantes visent toutes le cœur industriel de la Chine».

Qu'en est-il de l'indépendance de l'Australie vis-à-vis des Etats-Unis? «L'Australie suit les Etats-Unis. La politique étrangère australienne, l'armée, ses services secrets, ses médias, une grande partie de la vie intellectuelle publique sont intégrés aux Etats-Unis». *Pilger* admet, qu'il est souvent insultant de qualifier l'Australie de 51^e Etat américain. «Pourtant, c'est le cas». Ce que les Etats-Unis convoitent, ils l'obtiennent généralement.

Où sont-ils, les journalistes européens à imiter l'action de l'honnête combattant australien pour la vérité? •

Source: «This is a war of propaganda»: John Pilger on Ukraine and Assange. Talking Post with Yonden Lhato. South China Morning Post du 09/07/22; <https://www.youtube.com/watch?v=u9pEotvIW->

La fin du journalisme d'investigation indépendant

John Pilger sur l'extradition d'Assange vers les Etats-Unis

«Si *Julian* est extradé aux Etats-Unis, ce sera la fin du journalisme d'investigation véritablement indépendant», estime *John Pilger*. «Qui prendra à nouveau ce risque, alors que les Etats-Unis et d'autres pays, mais surtout les Etats-Unis, ont accès à tout dans le monde? Ils arrêtent un journaliste parce qu'il écrit ou révèle quelque chose qu'ils n'approuvent pas».

Est-ce que la censure est acceptée seulement chez les autres? Et est-ce que la torture est punie seulement chez les autres? Pour *Pilger*, il n'y a aucun doute: «Si *Julian* va aux Etats-Unis et est effectivement jeté dans un enfer pénal, ce sera sa fin, littéralement. Il mourra. Tout est mieux, bien évidemment, que d'aller aux Etats-Unis. La torture, et ce n'est pas un mot que j'emploie à la légère, la torture qu'il a subie a terriblement coûté à cet homme».

Qu'est-ce que fait son pays d'origine, l'Australie, pour son citoyen *Assange*?

«C'est l'un des aspects les plus monstrueux et les plus inouïs, du cas de *Julian*, qu'il soit citoyen australien. L'Australie n'a fait aucun effort pour protéger l'un de ses citoyens». Pourtant, *Assange* n'a commis aucun crime. Il s'agit d'un journaliste «qui se bat pour sa vie et pour le droit du vrai journalisme d'éditer la vérité au sujet des gouvernements».

Les appels du père d'*Assange*, mais aussi ceux de *Pilger*, n'ont pas été entendus par le Premier ministre *Anthony Albanese*. *Pilger*: «La nationalité ne veut-elle rien dire? Eh bien, apparemment, elle ne signifie rien, car non seulement l'Australie n'a rien fait, mais elle a conspiré avec les Etats-Unis pour maintenir *Julian* là où il est».

Source: <https://www.youtube.com/watch?v=u9pEotvIW->

(Traduction *Horizons et débats*)

«La guerre imaginaire»

suite de la page 1

Bon Dieu de bon Dieu! s'est-on exclamé sur la 8^{ème} Avenue. Pour cette guerre imaginaire, c'est loin d'être suffisant. Désespérant de parvenir à un bilan macabre considérable, le «Times» a publié, le 18 juin, «La mort en Ukraine: Reportage spécial». Une sacrée lecture. On n'y trouve rien d'autre que des insinuations et des supputations sans fondement. Mais la guerre imaginaire se doit de perdurer.

Le «reportage spécial» du «Times» repose sur des formules comme «les récits des témoins et d'autres preuves» et «les milliers de morts présumés». Les preuves, il faut le noter, proviennent presque entièrement d'officiels ukrainiens – tout comme la plus grande part de ce que publie le «Times».

Il y a une grande citation: «On tue des gens au hasard, d'un seul coup, sans rime ni raison.» Oh la la. Est-ce que ça n'est pas accablant?

Mais il y a un autre problème. Cette observation vient d'un certain *Richard Kohn*, qui est professeur émérite à l'Université de Caroline du Nord. J'espère que le professeur passe un bon été à Chapel Hill.

A la fin du mois de juin, Severodonetsk est tombé – ou s'est relevé, tout dépend du point de vue – et peu après, Lysychansk et toute la province de Louhansk sont tombés, elles aussi.

Maintenant, il y a toutes ces histoires d'aveux, ici ou là. Les forces ukrainiennes sont tellement chamboulées qu'elles se tirent dessus, peut-on lire. Elles n'arrivent pas à faire fonctionner leurs radios et – habile retour de bâton – elles sont à court de nourriture, de munitions et n'ont plus le moral. Des soldats inexpérimentés qui s'étaient enga-

gés à quadriller leurs quartiers désertent les lignes de front.

Refus de la réalité

Ils existent en effet, ceux qui refusent la réalité. Le Times a rapporté la semaine dernière que les Ukrainiens, battus à Louhansk, prévoient une contre-offensive dans le sud pour récupérer les territoires perdus. Nous avons tous besoin de nos rêves, je suppose.

À la surprise de bien des gens, *Patrick Lang*, plus généralement observateur perspicace des questions militaires, a publié vendredi dernier sur son *Turcopolier* «Dans l'incapacité de réparer ses propres chars, la Russie est à présent totalement ridiculisée». Le colonel à la retraite prédit que les Russes vont connaître «un brusque retournement de situation». Non, je ne retiens pas mon souffle.

N'en avez-vous pas assez de cette guerre imaginaire? Moi, oui. Je lis ces inepties tous les jours par nécessité professionnelle. J'en trouve certaines amusantes, mais dans l'ensemble, elles me rendent malade quand je pense à ce que la presse américaine a fait d'elle-même et de ses lecteurs.

Pour le protocole, j'avoue: il est difficile de dire exactement ce qui se passe sur les tragiques champs de bataille de l'Ukraine. Comme cela a déjà été mentionné ci-dessus, nous disposons de très peu de reportages de correspondants professionnels et honnêtes. Mais je vous livre ici mes hypothèses, et ce n'est rien de plus.

Cette guerre a évolué, plus ou moins inexorablement, dans une seule direction: Dans le conflit réel, les Ukrainiens se sont dès le début lentement acheminés vers la défaite. Ils sont trop corrompus, trop hypnotisés par leur russophobie fanatique pour organiser une force efficace ou même pour voir clair.

Ce n'est pas une guerre d'usure, comme nous sommes censés le croire. Elle s'est

déroulée lentement parce que les forces russes semblent prendre soin de limiter les pertes – les leurs et celles des civils ukrainiens. Je fais plus confiance aux chiffres de l'ONU qu'à ce «reportage spécial» stupide et sans intérêt que le «Times» vient de publier.

Je ne sais pas pourquoi les forces russes se sont rapprochées des faubourgs nord de Kiev au début du conflit, puis se sont retirées, mais rien n'indique qu'elles avaient l'intention de prendre la capitale. Il y a eu des affrontements, mais les Russes n'ont certainement pas été «repoussés». C'est une pure absurdité. J'attends des enquêtes en bonne et due forme – ce qui, il est vrai, est peu probable – sur les atrocités qui ont certainement eu lieu, mais sans qu'il y ait, jusqu'à présent, d'indication concluante en matière de culpabilité.

Avril Haines, la directrice du renseignement national, a récemment fait remarquer que l'objectif de la Russie était toujours de contrôler la majeure partie de l'Ukraine. Lors d'un discours prononcé fin juin à Achgabat, la capitale du Turkménistan, M. Poutine est apparu particulièrement à l'aise et a affirmé: «Tout se déroule comme prévu. Rien n'a changé». L'objectif, a-t-il dit, reste «de libérer le Donbass, de protéger ces gens, et de créer les conditions qui garantissent la sécurité de la Russie elle-même. C'est tout.»

Si l'on met ces deux déclarations côte à côte, il y a beaucoup plus de preuves à l'appui de celle de Poutine que de celle de Haines.

A la fin c'est la défaite

Intentionnellement ou non – et j'ai souvent l'impression que le Times ne mesure pas toutes les implications de ce qu'il publie – le journal a fait paraître dimanche un article

intitulé «L'Ukraine et le concours d'endurance mondiale». Selon cet article, l'issue de ce conflit dépend désormais de «la capacité des Etats-Unis et de leurs alliés à maintenir leurs engagements militaires, politiques et financiers pour repousser la Russie».

Ne peuvent-ils pas comprendre, sur la 8^{ème} Avenue, qu'ils viennent de décrire l'Ukraine comme un potentiel cas désespéré? Savent-ils qu'ils viennent d'annoncer que la guerre imaginaire qu'ils ont menée depuis quatre mois se termine par une défaite, étant donné qu'il n'y a personne en Ukraine pour la gagner? •

Source: <https://consortiumnews.com/2022/07/13/patrick-lawrence-the-imaginary-war/> du 13/07/22

* *Marvel Comics* (de son nom complet *Marvel Entertainment, LLC*) est une maison d'édition américaine de bandes dessinées dont le siège est à New York. Elle compte, avec DC Comics, parmi les plus grandes maisons d'édition du genre dans le monde.

¹ Ces trois exemples se trouvent sur: <https://www.cnn.com/2022/04/22/europe/ukraine-sexual-violence-allegations-russia-cmd-intl/index.html>; <https://www.cnn.com/2022/04/27/europe/ukraine-kherson-russia-rape-intl/index.html>; <https://www.cnn.com/2022/05/09/europe/ukraine-russian-soldiers-brovary-rape-victims/index.html>

² <https://www.newsweek.com/lyudmila-denisova-ukraine-commissioner-human-rights-removed-russian-sexual-assault-claims-1711680>

³ <https://www.bbc.com/news/61790625>

⁴ <https://www.nytimes.com/live/2022/06/18/world/ukraine-russia-news-deaths>

⁵ <https://turcopolier.com/unable-to-even-fix-its-own-tanks-russias-humiliation-is-now-complete/#comment-207445>

⁶ <https://consortiumnews.com/2022/04/05/patrick-lawrence-the-us-bubble-of-pretend/>

⁷ <https://www.bbc.com/news/world-europe-61990495>

⁸ <https://www.rt.com/russia/558109-putin-ukraine-nato-goals/>

⁹ <https://www.nytimes.com/2022/07/09/us/politics/ukraine-strategy-biden.html>

(Traduction de l'anglais *Horizons et débats*)

Le 1^{er} août

Prendre soin de la Suisse

Récupérer sa souveraineté et sa neutralité!

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

«Nous traversons une période d'incertitude et ces dernières années nous ont montré que la démocratie n'allait pas forcément de soi, même dans les pays où elle repose sur une longue tradition. La démocratie a besoin de citoyens qui soient attentifs à respecter et à défendre la libre formation de l'opinion, à réfléchir au-delà des slogans et à s'appuyer sur des informations vérifiables. (...) Le danger, c'est quand les seules vérités admises sont celles qui plaisent à tout le monde. Pour que la démocratie fonctionne, il faut qu'une série de conditions soient réunies. S'il en manque une, tout l'édifice peut s'écrouler.» (Walter Thurnherr, chancelier de la Confédération suisse)¹

Le Chancelier Thurnherr² évoque ici des éléments fondamentaux de l'Etat de droit fondé sur la démocratie directe, que nous devrions garder à l'esprit – surtout en période de crise grave – si nous ne voulons pas voir le modèle étatique suisse se dissoudre progressivement dans la mouvance des inconditionnels pro UE-OTAN.

Un bref aperçu des 30 dernières années de politique européenne de la Suisse et de l'importance primordiale de la démocratie directe dans son ensemble peut sans doute redonner courage aux esprits découragés. Concernant la neutralité, il est vivement conseillé à nos politiciens et à nos médias d'écouter un peu plus la population au lieu de lui embrouiller l'esprit. Un sondage ultérieur réalisé par l'EPF de Zurich en juin 2022 a révélé que la grande majorité des Suisses reste attachée au principe de neutralité, même en temps d'adversité – avec toutefois quelques contradictions énigmatiques liées à la conséquence d'une propagande contraire à la vérité.



Le village grison de Juf (commune d'Avers) est situé à 2126 m d'altitude. Il est considéré comme l'un des plus hauts d'Europe et demeure habité toute l'année en Suisse. (photo Wikipedia)

La démocratie dépend du respect et de la protection de la libre formation de l'opinion.

Nous ne devons jamais négliger cette remarque importante du Chancelier suisse, même en ces temps difficiles. Les tentatives actuelles de certains politiciens et médias suisses de renforcer l'intégration dans l'OTAN et l'UE ont, comme tous les processus politiques, une histoire et sont toujours mises en jeu lorsque la situation géopolitique semble «favorable» à de telles demandes. C'est précisément à ce moment-là qu'il est très important pour nous, citoyens, de pouvoir lire et entendre des opinions en dehors du

sempiternel mainstream et qu'une discussion libre avec nos concitoyens et les politiciens reste possible. Le chancelier Thurnherr a probablement rédigé sa préface à la brochure *La Confédération en bref 2022* quelques mois avant le 24 février, mais sa déclaration «Le danger, c'est quand les seules vérités admises sont celles qui plaisent à tout le monde» est un rappel très actuel.

Dans le domaine des relations de la Suisse avec l'UE, on parle aujourd'hui très souvent de «solidarité» européenne. Face à la crise ukrainienne, «l'Europe» doit «se rapprocher» et la Suisse ne doit pas «rester à l'écart». Les moi-

neaux le chantent: sans les droits de la démocratie directe dont dispose chaque citoyen suisse, nous serions déjà membres de l'UE depuis 30 ans. Nous, les Suisses, c'est donc à nous, citoyens souverains, à faire preuve d'un peu plus de courage pour suivre notre propre voie que ne le font actuellement nos conseillers fédéraux. A quoi bon copier dans les 24 heures tout ce qui vient de la centrale de Bruxelles (ou de plus loin encore à l'ouest) dans un décret du Conseil fédéral et l'appliquer docilement, sans tenir compte des fondements de notre conception de l'Etat, sans tenir compte des bases contraignantes de notre Constitution en matière d'Etat de droit et de droits de l'homme? Où sommes-nous?

Suivre la voie suisse et rester au milieu de l'Europe

La voie suisse consistant à exister comme pays souverain situé au milieu de la construction centralisée de l'UE et à s'entendre avec Bruxelles et les différents pays européens, est un art majeur. Mais elle est possible. Avec l'accord de libre-échange de 1972 entre les pays membres de l'AELE et la CEE, la Suisse avait trouvé une voie démocratique pour les échanges économiques. Néanmoins, au début des années 90 du siècle dernier, les partisans suisses de l'adhésion à l'UE se sont formés au sein de la politique, des médias et de l'administration fédérale, au même rythme que Bruxelles. En 1991, le Conseil fédéral a fait un coup d'éclat en déposant sa demande d'adhésion à l'UE à Bruxelles et voulait, dans un premier temps, intégrer rapidement la Suisse à l'EEE. Grâce à la démocratie directe, cela a échoué: le 6 décembre 1992, le peuple souverain suisse a dit non à l'EEE. L'adhésion à

Suite page 4

Pour un avenir sûr en liberté

par Franz Grüter, Conseiller national, président de la Commission de politique extérieure



Franz Grüter
(photo mad)

Le 1^{er} août, nous fêtons l'anniversaire de la Suisse. Il y a plus de 730 ans, un projet unique de réussite a vu le jour au cœur de l'Europe. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que dans aucun autre pays les citoyennes et citoyens ne disposent d'autant de liberté, d'autodétermination,

de sécurité et de prospérité qu'en Suisse.

La première pierre a été posée par le *Pacte fédéral* de 1291. Face à la «malice du temps», les vallées d'Uri, de Schwyz et d'Unterwald ont juré de s'entraider. A l'époque, la menace venait de l'extérieur, de baillifs fiscaux étrangers et de juges étrangers.

Aujourd'hui, la malice du temps se cache à l'intérieur: beaucoup ne savent plus que notre prospérité et notre liberté sont tout sauf évidentes. Le 1^{er} août, nous devrions d'autant plus nous souvenir de cette alliance protectrice et des fondements de la Suisse.

Pour une armée forte

Aujourd'hui, l'Etat fait tout ce qui est possible et impossible. Au Parlement, on pourrait parfois penser qu'il n'y a rien de plus d'important à faire que l'aménagement de toilettes non sexistes.

Pourtant, la majorité du Parlement a laissé pourrir pendant des années le fondement de la sécurité intérieure et extérieure: l'armée. Sans sécurité, il n'y a pas de liberté. Sans liberté, il n'y a pas d'autodétermination. La guerre en Ukraine nous le démontre de manière dramatique.

En juillet, mon épouse et moi avons parcouru la Scandinavie en camping-car. Nous avons été particulièrement impressionnés par la Finlande: à quel point ce petit pays de 5,5 millions d'habitants prend au sérieux la protection de sa population. En cas de guerre, les Finlandais peuvent mettre sous les armes jusqu'à 520 000 hommes en peu de temps pour défendre l'indépendance du pays.

Ma conclusion: nous devons résolument nous en tenir au modèle de réussite qu'est la Suisse. Cela signifie rester neutre et capable de protéger notre pays et notre population de manière autonome. Ces deux aspects sont malheureusement fort menacés.

Dans l'armée, j'ai appris un principe de commandement important: en cas de crise, il ne faut jamais prendre de décisions précipitées aboutissant à des conséquences à long terme. De telles décisions se révèlent généralement erronées par la suite. Cela a malheureusement été le cas avec l'abandon de la neutralité. Sous la pression de l'étranger, le Conseil fédéral a pris des décisions qui vont à l'encontre des intérêts de notre pays.

Pour une neutralité crédible

C'est aussi ce que nous enseigne l'histoire de la Suisse: nous devons absolument revenir à une neutralité armée. En d'autres termes, notre armée, dénigrée et ruinée pendant des décennies, doit être rendue à nouveau apte à la défense, afin qu'elle puisse protéger le pays et ses habitants. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions continuer à être sûrs et libres, «comme l'étaient les pères». Le message du Pacte fédéral de 1291 est encore valable aujourd'hui pour la Suisse.

Si la Suisse se porte si bien et si elle a notamment survécu sans dommage à deux guerres mondiales, nous le devons en grande partie à notre neutralité armée perpétuelle. Mais ce pilier de notre Etat et du modèle de réussite suisse vacille lui aussi. Non seulement la gauche, mais aussi de nombreux politiciens bourgeois veulent soudain jeter la neutralité par-dessus bord. Les présidents du centre et du PLR veulent même livrer des armes et des munitions à l'Ukraine – à un Etat en guerre!

La Suisse n'a rien à perdre non plus au Conseil de sécurité de l'ONU, où les grandes puissances décident de la guerre et de la paix. Nous devons mettre un terme à cette braderie rapide de la neutralité. Sinon, la Suisse perdra toute crédibilité en tant que médiateur neutre et ne pourra plus offrir ses bons offices. Par

le passé, elle a ainsi apporté une contribution importante à la stabilité et à la paix dans le monde. Autrement dit: si chaque pays vivait la neutralité de la Suisse, il n'y aurait pas de guerre dans le monde.

Pour un approvisionnement énergétique sûr

Dans le domaine de l'approvisionnement énergétique, l'alerte est rouge foncé: une pénurie d'électricité pourrait survenir dès cet hiver. Les entreprises ont été informées que l'électricité pourrait tout simplement leur être coupée. Nous serons confinés dans nos appartements et nous aurons froid. L'économie sera à l'arrêt. Notre monde numérique interconnecté s'effondrera si nous manquons d'électricité.

Un tel scénario aurait été impensable il y a peu de temps encore. Il risque désormais de devenir réalité. Des avertissements ont été balayés par le Conseil fédéral et les autres partis. En 2017, notre parti a mis en garde contre le manque d'électricité et l'explosion des prix de l'énergie avec l'affiche «Douche froide». On s'était alors moqué de nous – aujourd'hui, personne ne rit plus.

La crise provoquée par nous-mêmes est une défaillance étatique de premier ordre: un pays industrialisé et prospère comme la Suisse n'est-elle pas capable d'assurer suffisamment d'énergie pour sa population et son économie? Cela ressemble à une mauvaise blague.

La faute revient à la politique de château d'eau du centre-gauche. La stratégie énergétique 2050 a été un échec cuisant. Les interdictions technologiques – énergie nucléaire, interdiction des moteurs à combustion – sont néfastes et freinent le progrès et le développement. L'éolien et le solaire ne peuvent pas remplacer les capacités manquantes. Et encore moins en hiver, lorsque nous avons particulièrement besoin d'énergie. Seuls 5% de notre électricité proviennent du vent et du soleil – et pourtant, le PS, les Verts et le Centre veulent arrêter les centrales nucléaires, qui fournissent de manière fiable un tiers de l'électricité suisse.

La sécurité de l'approvisionnement énergétique est une priorité absolue. Le Conseil fédéral doit tout mettre en œuvre pour éviter la menace des black-out. La population et les entreprises sont tributaires d'un approvisionnement énergétique sûr et abordable. Il faut en finir avec les expériences suicidaires de la politique gauche-verte et de la bourgeoisie molle! C'est pourquoi notre parti demande la mise en place d'un «général de l'électricité» chargé d'élaborer toutes les variantes pour un approvisionnement énergétique sûr.

Notre modèle de réussite est en danger

Le Conseil fédéral se dirige également dans la mauvaise direction en matière de politique agricole. Au lieu de renforcer l'agriculture productrice et d'augmenter le taux d'auto-approvisionnement dans la situation de crise mondiale actuelle, il vient de décider que 3,5% des terres arables devaient devenir «écologique». Cela représente 10 000 hectares de céréales en moins. Nous pourrions ainsi produire du pain pour un million de personnes en Suisse!

Nous devons également redresser la barre en matière de politique agricole. La production de denrées alimentaires locale doit être augmentée et la dépendance vis-à-vis des importations de l'étranger doit être réduite.

Le modèle de réussite suisse est en danger! Notre liberté, notre indépendance, notre sécurité intérieure et extérieure, notre neutralité, notre approvisionnement en énergie et en denrées alimentaires, notre prospérité, notre libre entreprise, notre prévoyance – tout cela est gravement menacé. Il est urgent de prendre des contre-mesures.

Ce que nos ancêtres ont construit pendant des générations peut être détruit en un clin d'œil. Le temps des expériences idéologiques de prospérité est révolu. Le réalisme et la raison sont de mise. Pour que les enfants de nos enfants aient eux aussi un avenir sûr et libre, la Suisse a besoin d'un renouvellement de l'alliance de protection. Engageons-nous ensemble pour un avenir sûr et libre!

(Traduction Horizons et débats)

«Prendre soin de la Suisse»

suite de la page 3

l'UE était donc de facto abandonnée. Depuis lors, les turbos de l'UE n'ont pas renoncé à leur objectif – ils en ont le droit. Mais les citoyens souhaitant conserver une Suisse démocratique et aussi souveraine que possible n'ont souvent pas la partie facile dans le domaine de la protection de la libre formation de l'opinion. Il est particulièrement inquiétant de constater que les «slogans simples» que le chancelier suisse nous conseille à juste titre de remettre en question proviennent souvent de l'administration fédérale elle-même ou sont au moins soutenus activement par celle-ci, en utilisant l'argent du contribuable. Par exemple, l'affirmation selon laquelle l'économie suisse s'effondrerait en cas d'un non à l'EEE. Comme tout le monde le sait, ce n'est pas le cas.

«Prendre au sérieux les faits vérifiables»

Si l'on veut comprendre l'histoire des relations de la Suisse avec l'Union européenne, on ferait bien de prendre en compte cette remarque de Walter Thurnherr. Après le refus de l'EEE par le souverain, les étapes suivantes du Conseil fédéral et du Parlement ont été les accords bilatéraux I et II des années 2000. Une brève remarque à ce sujet: le référendum contre les accords bilatéraux I a été lancé avant tout en raison des effets à craindre de l'accord sur la libre circulation des personnes et de l'accord sur les transports terrestres. Ces accords sont d'un grand intérêt pour l'UE et ses Etats membres, mais poussent la capacité d'accueil de notre petit pays à ses limites et ont de facto rendu caduc l'article constitutionnel sur la protection des Alpes. Les turbo-affairés de l'UE (y compris l'administration fédérale) ont mis à mal le référendum à l'aide d'affirmations contraires aux faits et de chiffres grossièrement minimisés. Par exemple: hypothèse d'une immigration nette moyenne de 8000 personnes par an – immigration réelle jusqu'à dix fois supérieure; garantie d'un maximum de 650000 trajets annuels de camions à travers les Alpes – dépassement d'un million dès les premières années.

Une coopération fructueuse entre les Etats et confédérations d'Etats n'est possible que d'égal à égal

Quoi qu'il en soit, les accords bilatéraux I et II ont été acceptés par le peuple suisse lors de votations référendaires ou tacitement, nous nous en sommes accommodés et sommes prêts à continuer à les appliquer et à les actualiser si nécessaire dans l'intérêt des deux parties. Pour cela, un monstre bureaucratique tel que l'accord cadre institutionnel est totalement inutile car nous autres Suisses sommes connus pour être flexibles lorsqu'une chose nous paraît évidente. C'est pourquoi nous sommes volontiers disposés à soutenir financièrement des projets judiciaires dans les pays de l'UE, par exemple dans le domaine de la formation professionnelle. Mais nous sommes allergiques à tout mécanisme de contrainte et à toute imposition de droit étranger et de son interprétation par des tribunaux étrangers. Tout cela va à l'encontre de la conception suisse de l'Etat, selon laquelle nous, les citoyens, sommes habitués à garder les choses en main.

Est-ce si difficile à comprendre? Le fait que les commissaires européens ne puissent pas le comprendre prouve justement que les deux systèmes ne sont pas compatibles. Et l'«argument» de certains politiciens et médias suisses selon lequel la Suisse doit se soumettre à l'UE parce que cette dernière est plus grande, déclenche le réflexe de recommander à ces concitoyens de prendre des cours de rattrapage en instruction civique. La conception suisse de la démocratie et du fédéralisme veut par exemple que les cantons de quelques dizaines de milliers d'habitants (comme Uri ou Glaris) aient, à bien des égards, le même poids que les cantons peuplés de millions d'habitants de Zurich et Berne (majorité des Etats, Conseil des Etats). Nous trouvons des exemples similaires dans d'autres pays du monde entier. On ne voit pas pourquoi la «Rule of Law» inventée à Washington ou le cadre réglementaire centralisé de l'UE devraient s'appliquer à des peuples qui vivent selon leur conception du droit et de la culture à eux.

La neutralité fait partie de l'ADN des Suisses

La neutralité de la Suisse n'a pas été inventée par le Congrès de Vienne de 1814/15, mais elle fait pour ainsi dire partie de l'ADN des Suisses. Les plus anciens Pactes fédéraux prévoyaient déjà des arbitres neutres, et sans personnalités médiatrices, la Confédération n'aurait probablement pas survécu à ses nombreuses luttes intestines et à 300 ans de division religieuse. Vers l'extérieur, le Defensionale de Wil de 1647 a donné un signal après la guerre de Trente Ans: «Pas de passage de troupes étrangères» en était un aspect central.

Le principe de neutralité est profondément ancré dans la population suisse. Le 16 mars 1986, plus de 75% des votants et l'ensemble des cantons ont voté contre l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Non pas parce que les Suisses ne voulaient pas apporter leur contribution humanitaire, économique et culturelle à la communauté mondiale: la Suisse a travaillé activement au sein de toutes les sous-organisations de l'ONU et a payé plusieurs fois un montant plus cher qu'une simple cotisation de membre; elle a également mis à disposition des organisations de l'ONU une infrastructure étendue avec la Genève internationale. Mais l'obligation pour les Etats membres de l'ONU de prendre des sanctions sur décision du Conseil de sécurité de l'ONU, voire d'intervenir militairement, n'est pas compatible avec la neutralité suisse – à l'époque, en tout cas, les votants l'avaient compris.

Saboter la neutralité perpétuelle, la neutralité armée?

«Il suffit qu'un seul élément essentiel dérape pour que tout l'édifice soit ébranlé». C'est ainsi que le Chancelier Thurnherr met en garde. Cela vaut tout particulièrement pour le principe de neutralité: depuis les années 1990, il est ébranlé de l'intérieur comme de l'extérieur. Nous autres Suisses ferions bien d'être vigilants afin que notre édifice, qui a été ébranlé par négligence, puisse à nouveau reposer sur un socle solide.

En 1994, les Etats membres de la CSCE (qui deviendra plus tard l'OSCE), dont la Suisse, ont été invités par le Conseil de l'Atlantique Nord, c'est-à-dire les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'OTAN, à participer au Partenariat pour la paix (*Partnership for Peace*). Objectif du PPP: «Le Partenariat pour la paix, placé sur le plan opérationnel sous l'autorité du Conseil de l'Atlantique Nord, établira de nouvelles relations de sécurité entre l'Alliance de l'Atlantique Nord et ses Partenaires pour la paix. [...] Le partenariat élargira et intensifiera la coopération politique et militaire dans toute l'Europe [...], et ainsi de suite.³ D'ailleurs, ce sont surtout les «Etats démocratiques à l'est de chez nous»(!) qui étaient visés – dès 1994!

Selon ce projet, les atlantistes réussissaient à intégrer la Suisse et d'autres pays neutres de l'Europe occidentale dans le même élan. Le 30 octobre 1996, «la Suisse» déclarait dans

le «Bulletin sur la politique de sécurité suisse 1996/97» qu'elle avait «pris connaissance de l'invitation de l'OTAN et décidé de participer au Partenariat pour la paix».⁴

Le plus explosif est que la «décision de la Suisse» était imprimée dans un simple «document de présentation» dans un bulletin de l'EPF, qui ne permettait même pas de savoir qui avait pris la décision au nom de la Suisse. Ce grave pas en avant par rapport à la neutralité a été fait sciemment et volontairement dans le dos du peuple. Dans la démocratie directe suisse, des décisions d'une telle importance sont habituellement prises par le souverain, donc aux urnes de votation. Ce n'est que quelques années plus tard, lors de la récolte de signatures pour le référendum contre les engagements militaires suisses à l'étranger pour la «promotion de la paix», que l'auteur de l'article présent, citoyenne suisse active et intéressée, a appris que la Suisse était déjà largement liée à l'OTAN par sa participation au PPP.

Les engagements à l'étranger de l'armée suisse étaient une conséquence concrète de la participation au PPP et contredisaient bien entendu le principe de neutralité. C'est pourquoi la modification correspondante de la loi militaire a été vivement contestée, mais a finalement été acceptée par le peuple suisse lors de la votation populaire du 10 juin 2001. Pour apaiser le peuple, le Parlement avait écrit dans le projet: «La participation à des actions de combat pour imposer la paix est exclue». (art. 66a al.2; souligné par mw) Il s'est toutefois avéré par la suite que la délimitation entre les actions «de promotion de la paix» et les actions «d'imposition de la paix» dans les régions en crise restait obscure, même pour les spécialistes militaires ...

Le 3 mars 2002, les Suisses ont finalement voté en faveur de l'adhésion à l'ONU avec seulement 54,6 pour cent de voix favorables et 12 cantons contre 11, et l'année prochaine, la Suisse occupera un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Le chef du DFAE de l'époque, Joseph Deiss, avait déclaré avant le vote qu'un siège au Conseil de sécurité était compatible avec la neutralité, ce qui n'a pourtant pas convaincu une forte minorité des votants.

Les citoyens suisses restent fermes sur la neutralité

En juin, l'EPFZ a mené une enquête de suivi sur l'étude «Sécurité 2022», car elle souhaitait déterminer, après le sondage de janvier, «les effets possibles de la guerre en Ukraine sur l'opinion de l'électorat suisse en matière de politique extérieure, de sécurité et de défense».⁵

Il est réjouissant de constater que la grande majorité des personnes interrogées est restée clairement attachée à la neutralité – l'abandon de fait de la politique de neutralité par le Conseil fédéral et la campagne de désinformation menée pendant des mois par les autorités et les médias ont eu étonnamment peu d'effet. Le taux d'approbation record de 97%(!) de l'affirmation «La Suisse devrait conserver sa neutralité» de janvier n'a effec-

tivement pas été atteint en juin, mais les 89% obtenus (p. 30) sont également un taux très élevé. Il s'agit d'une pure manipulation de l'opinion lorsque le Conseil fédéral – et avec lui tous les médias mainstream – commentent que la guerre «conduit à une vision plus critique de la neutralité suisse».⁶ L'affirmation du Conseil fédéral est absolument contraire aux faits: «Parallèlement, les coopérations en matière de politique de sécurité avec l'OTAN ou l'UE deviennent plus populaires». En effet, il n'y a pas de différence significative dans l'approbation, faible depuis des décennies, d'une adhésion à l'OTAN (janvier 26%, juin 27%). Le fait qu'une bonne moitié des personnes interrogées pense que la Suisse devrait «se rapprocher de l'OTAN» (p. 24) n'est pas très significatif au vu de la formulation très ouverte.

En revanche, le thème des «sanctions contre la Russie» montre clairement la confusion des esprits due à la désinformation: plus de 70% pensent que les sanctions sont compatibles avec la neutralité! Et seuls 36% sont d'avis que la Suisse ne peut plus offrir ses bons offices suite à ses sanctions contre la Russie. (p. 39) Ce résultat correspond certes au moulin à prières du Conseil fédéral, mais certainement pas à la vérité.

Le fait que de nombreux Suisses s'accrochent à la prétendue compatibilité des sanctions contre la Russie, contraires à la Constitution et au droit international, avec la neutralité n'est pas sans raison (ce qui rend la tromperie du Conseil fédéral encore plus révoltante): Les favoris absolus des électeurs suisses interrogés restent les bons offices et la médiation dans les conflits: 91% d'approbation (95% en janvier) pour «Grâce à la neutralité, la Suisse peut jouer un rôle de médiateur dans les conflits et fournir de bons offices au niveau international» (p. 32) et même une augmentation de 75 à 78% pour «La Suisse devrait jouer davantage un rôle de médiateur dans les conflits» (p. 20).

Il est temps que nous, citoyens, protestions vigoureusement contre le fait que notre gouvernement sape la neutralité et déjoue ainsi la crédibilité de la Suisse! En tout cas, l'espoir dans la démocratie directe suisse reste réel. •

¹ Introduction à *La Confédération en bref 2022* (extrait). Publié par la Chancellerie fédérale suisse

² Le chancelier de la Confédération suisse est le chef d'état-major du Conseil fédéral, avec voix consultative et droit de proposition; il est souvent appelé «huitième conseiller fédéral».

³ «Partenariat pour la paix. Réunion du Conseil de l'Atlantique Nord au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement au siège de l'OTAN à Bruxelles» du 10/11/01/1994. Invitation.

⁴ <https://www.pfp.admin.ch/de/dokumentation-grundlagendokumente-.html>

⁵ Tresch, Tibor Szvircsev; De Rosa, Stefano; Ferst, Thomas; Rohr, Patric; Robert, Jacques. «Enquête de suivi d'étude «Sécurité 2022» en raison de la guerre en Ukraine». Académie militaire (MILAK) à l'EPF de Zurich. Rapport du 14 juillet 2022.

⁶ «Enquête complémentaire «Sécurité 2022»: regard plus critique sur la neutralité, plus grand pessimisme et plus fort soutien à l'armée suite à la guerre en Ukraine». *Communiqué de presse* du Conseil fédéral du 14/07/22

Courrier des lecteurs

Quel avenir pour la Suisse?

Nous condamnons tout acte de guerre visant à résoudre un conflit, de l'Est comme de l'Ouest! «Participer au suicide européen ou rester neutre?» C'est par cette question que la chaîne germanophone *Russia Today* (RT) a mis en garde la Suisse contre le transfert de munitions suisses pour les chars allemands à l'Ukraine. Ainsi le Conseil fédéral ne déciderait pas d'une exportation d'armement, mais de l'avenir de la Suisse. Si l'on considère que le portail en ligne RT est bloqué dans les pays de l'UE, mais qu'il est consultable en Suisse, on se demande quelle image les citoyens de l'UE ont de la puissance économique russe, dont dépend non seulement l'approvisionnement en gaz de l'Europe, mais aussi celui en céréales. En tant que pays neutre doté d'une démocratie directe, nous devrions absolument assumer notre responsabilité dans la médiation de la paix! *Russia Today* nuance en affirmant que la neutralité de la Suisse n'a jamais été parfaite – néanmoins, la neutralité a «toujours été utile comme un pont vers un «après» pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale et pendant la Guerre froide. Cette déclaration

ne correspond-elle pas à un appel à l'aide de la Suisse dans la résolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie? Le chef de l'OTAN Stoltenberg a déclaré à propos de la guerre en Ukraine: la paix serait possible, la seule question est de savoir combien de territoire et d'indépendance l'Ukraine est prête à céder. Comme nous ne sommes pas obligés, en tant que pays neutre, de soutenir les sanctions économiques de l'UE, nous devrions reprendre nos relations commerciales avec la Russie au profit de notre approvisionnement national. Nous savons que notre approvisionnement national en technologie, en énergie thermique et en industrie alimentaire dépend en grande partie du gaz naturel et du blé russes. Ainsi, la question se pose pour nous, citoyens, de savoir comment nous pourrions soutenir nos parlementaires et nos dirigeants économiques dans la reprise des relations commerciales et des activités de paix avec la Russie!

Matthias Elmiger et Gertrud Pfändler,
Ebnat-Kappel

(Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

La Suisse en Europe

La Suisse trouve-t-elle sa voie?

par Dr. rer. publ. Werner Wüthrich

La Grande-Bretagne a récemment quitté l'UE et a conclu avec Bruxelles un vaste accord de libre-échange et de coopération. De son côté, la Suisse a mis fin aux longues négociations pour un accord-cadre avec l'UE. Il contenait la reprise du droit de l'UE, la soumission à sa juridiction et d'autres éléments, qui seraient certainement tous rejetés en votation populaire. Depuis lors, toute le monde se demande comment les choses vont continuer. Un regard sur l'histoire commune avec la Grande-Bretagne peut apporter une réponse à cette question. Comme à l'époque, l'ingérence latente des Etats-Unis dans les affaires des Européens est d'actualité. La base de données des documents diplomatiques suisses (*dodis*) documente bien les événements jusqu'à l'époque actuelle.¹

Au milieu des années 1950, le projet de Communauté économique européenne (CEE) était en discussion. Jean Monnet, fortement lié aux Etats-Unis, en était l'un des principaux initiateurs. L'idée directrice était de réunir les pays européens en une «union sans cesse plus étroite», c'est-à-dire avec une superstructure politique que nous voyons aujourd'hui se concrétiser dans l'UE. Jean Monnet parlait souvent des futurs «Etats-Unis d'Europe». Mais un autre projet était discuté en parallèle: il était question d'une union des pays européens en tant qu'Etats souverains, afin de coopérer dans une zone de libre-échange.

Résistance des Etats-Unis à la voie libérale

La voie libérale eut du succès dans de nombreux pays, mais pas auprès du gouvernement américain. Le ministre suisse Albert Weitnauer (secrétaire d'Etat du Conseil fédéral) fit état de discussions au sein de l'OECE, l'Organisation européenne de coopération économique (créée dans le contexte du plan Marshall). Au sein de cette instance, les Etats-Unis avaient mis leur veto à une zone de libre-échange (*dodis.ch/15113*).

Situation de la Suisse et création de l'AELE

Le Conseil fédéral était conscient que la Suisse ne pourrait pas participer à une CEE visant une «union toujours plus étroite», avec une superstructure politique correspondante. Hans Schaffner, délégué aux accords commerciaux, fut alors mandaté par le Conseil fédéral. En 1957, il invita à Genève des acteurs intéressés de différents pays, qui étaient sceptiques vis-à-vis du concept de la CEE. Ils venaient du Danemark, de Norvège, du Portugal, de Suède, d'Autriche et de Grande-Bretagne. C'est à Genève que fut élaboré le concept de l'AELE, l'Association européenne de libre-échange, fondée en 1960. L'AELE prévoyait de développer la coopération libre aussi avec les pays de la CEE (*dodis.ch/3017*).

Ingérence massive du gouvernement américain

Le 14 juillet 1961, un secrétaire d'Etat américain rendit visite à Hans Schaffner, élu entre-temps conseiller fédéral, et au conseiller fédéral Friedrich Traugott Wahlen, et leur communiqua que les présidents des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne se seraient rencontrés, que les Etats-Unis ne toléreraient jamais un traité économique entre la CEE et l'AELE, mais qu'ils attendaient que les pays de l'OTAN au sein de l'AELE rejoignent la CEE le plus rapidement possible, avant tout la Grande-Bretagne, puis aussi le Danemark, la Norvège et le Portugal. Ensuite, les trois pays neutres que sont la Suisse, l'Autriche et la Suède devraient entamer des négociations avec Bruxelles et conclure individuellement un contrat d'association avec la CEE, qui soutiendrait les objectifs politiques de la CEE. Comme l'ont exprimé certaines voix au Palais fédéral, il s'agissait d'une monstruosité (*dodis.ch/30116*).

Wahlen explique le modèle suisse

En automne 1962, le Conseil des ministres à Bruxelles invita le Conseil fédéral à une audition. Le président de la Confédération Wahlen eut l'occasion d'expliquer les principes de

la Suisse et de rendre compte des travaux préparatoires. Le Conseil fédéral avait convoqué plusieurs groupes de travail qui avaient élaboré le point de vue de la Suisse sur les différentes questions économiques. L'exposé de Jean Rudolph von Salis, qui expliqua la place et l'importance de la neutralité, du fédéralisme et de la démocratie directe dans le contexte global, fut central (*dodis.ch/34186*, p. 36-50).

Le texte du discours préparé par Wahlen et approuvé par l'ensemble du Conseil fédéral est aujourd'hui disponible (*dodis.ch/30371*). Dans la première partie, Wahlen donnait des informations détaillées sur la Suisse, son économie et sa structure étatique. Dans ses explications figure le passage suivant, particulièrement marquant:

«[...] Dans les arrangements à conclure avec la Communauté, la Suisse devra cependant sauvegarder sa neutralité, garante de son indépendance, sa structure fédéraliste et son système de démocratie directe. Démocratie directe, fédéralisme et neutralité marquent la personnalité politique de la Suisse. Ils sont le résultat de sa diversité intérieure et forment la base de sa stabilité politique qui, à notre avis, a eu des effets favorables sur ses relations avec les pays tiers.»

Objection du président Charles de Gaulle

Il y avait cependant un chef d'Etat européen qui observait les activités des Etats-Unis avec un mécontentement croissant: le président français Charles de Gaulle mit son veto au projet d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE. Après l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE, les Etats-Unis domineraient encore plus les événements politiques en Europe qu'ils ne le faisaient déjà, objecta-t-il à juste titre. La France perdrait du poids.

Le veto de de Gaulle apporta un peu de répit. Les négociations furent gelées. Il élimina la pression des Etats-Unis sur la Suisse pour qu'elle conclue un accord d'association politique avec la CEE. L'AELE pouvait souffler. Elle était toujours composée des mêmes membres fondateurs avec la Grande-Bretagne. Comme prévu, dans les années 1960 ils démantelèrent les droits de douane au même rythme que la CEE, de sorte qu'en 1971, le pas vers un accord de libre-échange commun n'était plus très grand.

Accord de libre-échange de 1972 – liés à l'Europe

Le 22 juillet 1972 fut signé l'accord de libre-échange entre la CEE et les pays de l'AELE. Lors de la signature au Palais d'Egmont à Bruxelles, le président de la Confédération Brugger (chef du Département fédéral de l'économie) tint un discours dans lequel il souligna dès la première phrase l'importance de cet accord en matière de bases étatiques pour la Suisse (*dodis.ch/36209*).

«L'Accord conclu entre la Suisse et les Communautés européennes, que j'ai l'honneur de signer aujourd'hui au nom du Conseil fédéral, représente une étape décisive des efforts que nous avons déployés traditionnellement afin de participer à l'intégration de notre continent, dans la mesure où nous sommes à même de le faire en sauvegardant notre système de démocratie directe, les compétences parlementaires et la neutralité que nous pratiquons en matière de politique étrangère.»

La votation populaire eut lieu le 4 décembre 1972, avec un résultat clairement favorable au traité, à 72% des votants et tous les cantons.

La Grande-Bretagne et la Suisse prennent des chemins différents

Le traité de libre-échange de la Suisse de 1972 a ensuite été développé au fil des ans, jusqu'à être complété de plus de 100 accords complémentaires. Il a posé la première pierre d'une longue et fructueuse voie bilatérale. Aujourd'hui, la valeur des marchandises passant chaque jour la frontière entre la Suisse et l'UE s'élève à plus d'un milliard de francs.

Parallèlement, le 1^{er} janvier 1973, la Grande-Bretagne a rejoint la CEE, en accord

avec les Etats-Unis. Après une vaste expérience commune, les Britanniques l'ont à nouveau quittée le 31 janvier 2020, 47 ans plus tard, à la suite d'un référendum (2016) et d'un vif débat politique. Presque tous les médias européens prédirent un sombre avenir à la Grande-Bretagne «hors de l'Europe», avec un déclin économique peint tout en noir. Toutefois, il en fut autrement.

Accord de libre-échange entre l'UE et la Grande-Bretagne – d'égal à égal

Le 30 décembre 2020, la Grande-Bretagne signa un accord de commerce et de coopération avec l'UE², qui est entré définitivement en vigueur le 21 mai 2021. Il s'agit notamment d'un vaste traité de libre-échange de plus de 2000 pages, qui régit en détail la coopération économique avec l'UE. L'accord ne porte pas uniquement sur le commerce de biens et de services. D'autres domaines, qui sont dans l'intérêt des deux acteurs, en font partie. Un conseil de partenariat commun veille à ce que l'accord soit correctement appliqué et interprété. La procédure de conciliation est clairement réglementée. Quiconque se rappelle des sombres prévisions d'avenir avant le Brexit s'étonne de cet ensemble de traités minutieux et taillés sur mesure, qui régit la coopération libérale entre l'UE et la Grande-Bretagne. Tous les points litigieux ayant empêché la conclusion de l'accord-cadre entre l'UE et la Suisse, comme la reprise du droit, la soumission à la Cour de justice de l'UE, la libre circulation des personnes liée à la directive sur la citoyenneté européenne, ne figurent pas dans cet accord. C'est donc possible. On a l'impression que les Britanniques ont obtenu quelque chose qu'ils avaient déjà recherché en 1960, lorsqu'ils ont fondé l'AELE avec la Suisse.



ISBN 978-3-909234-24-0

Nous autres Suisses pouvons garder la tête aussi haute que les Britanniques

Les deux pays, la Suisse et la Grande-Bretagne, ont conclu un accord de libre-échange et de coopération détaillé avec l'UE. L'accord-cadre, qui aurait fortement lié la Suisse à l'UE sur le plan politique, s'est avéré dès le départ être une impasse. La poursuite et l'actualisation de l'accord de libre-échange suisse (et éventuellement des bilatérales) est donc l'étape logique.

La Grande-Bretagne ouvre la voie. Si les négociateurs suisses à Bruxelles ne parviennent pas à avancer sur un point, ils peuvent consulter le traité des Britanniques. Après tout, l'UE ne peut pas refuser aux Suisses ce qu'elle a accordé aux Britanniques. La Suisse a de toute façon une bonne position de négociation: elle est un très bon client des pays de l'UE et met à disposition l'importante liaison nord-sud à des conditions très avantageuses. Le succès ne sera au rendez-vous que si les négociateurs suisses s'appuient sur ces points et respectent les principes étatiques, comme l'ont fait les négociateurs précédents. Le 1^{er} août est l'occasion de nous le rappeler.

Rôle ambigu des Etats-Unis

Conclusion: depuis la Seconde Guerre mondiale, le rôle dominant des Etats-Unis a considérablement marqué et orienté les événements européens. Dans les années 1950, ils ont empêché la création d'une zone de libre-échange au sein de l'OECE, puis ont exigé assez fermement la dissolution de l'AELE et ont poussé ses membres à adhérer à la CEE ou à signer un traité d'association. C'était assez «musclé».

C'est également ce qui a été ressenti dans la Berne fédérale. Le 23 juillet 1963, Paul Jolles, chef du bureau dit d'intégration au sein de l'administration fédérale, a rapporté comme suit au Conseil fédéral, dans un document classé strictement confidentiel, un entretien avec le chef du Conseil de planification politique du Département d'Etat américain: «Mon interlocuteur défend sans réserve le point de vue américain bien connu selon lequel l'étatisme en Europe est historiquement dépassé et qu'une unification politique semble inévitable si l'Europe veut continuer à jouer un rôle dans la politique mondiale». Le message de Jolles adressé aux conseillers fédéraux Wahlen et Schaffner se terminait par la remarque personnelle suivante: «L'entretien m'a laissé l'impression que concernant l'Europe, le *braintrust* du Département d'Etat a perdu tout lien avec la réalité». (*dodis.ch/30356*)

Les Etats-Unis poursuivaient manifestement des objectifs géopolitiques: les pays européens devaient former un bloc uni au sein de la CEE et de l'OTAN, contre l'Union soviétique. La Suisse devait elle aussi subir une immense pression. Quant au «coup de théâtre» de de Gaulle, il sauva l'AELE et son idée d'un mode de coopération libérale en Europe, du moins provisoirement.

Le «style» des Etats-Unis décrit ci-dessus s'observe également aujourd'hui. Les Etats-Unis s'immiscent d'une manière semblable dans la politique européenne. Par le biais de sanctions économiques massives, ils ont lancé une «guerre éclair» contre la Russie, et ont exigé que les pays européens fassent bloc derrière eux. Cette guerre éclair a en grande partie échoué. Mais les sanctions mettent surtout les pays européens en difficulté, et malheureusement, il n'y a pas de Charles de Gaulle en vue aujourd'hui.

Les négociateurs suisses de l'époque voulaient, à l'instar de de Gaulle, une Europe d'Etats souverains qui, par leur politique, «feraient sonner l'orchestre européen», comme l'a dit un jour Albert Weitnauer (*dodis.ch/30358*). Un exemple: en 2014, la Suisse a présidé l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, basée à Vienne. Comme le rapporte aujourd'hui l'officier de renseignements suisse Jacques Baud, la délégation suisse avait alors proposé que l'Ukraine s'organise de manière fédéraliste et que ses régions disposent d'une large autonomie, à l'instar des cantons en Suisse. En tant que pays neutre et multilingue, elle aurait pu entretenir de bonnes relations aussi bien avec l'Ouest qu'avec l'Est. Cette idée a été reprise dans les deux accords de Minsk que la France et l'Allemagne ont négociés avec la Russie. Aujourd'hui, ces accords font malheureusement partie de l'histoire, car d'autres ont dicté la ligne à suivre. ●

¹ La base de données en ligne «Dodis» contient des milliers de documents numérisés sur les relations internationales de la Suisse depuis 1848, provenant principalement des Archives fédérales suisses. Parmi les plus fascinants se trouvent les procès-verbaux d'entretiens internes du Conseil fédéral avec des membres d'autres gouvernements, ou des rapports sur les événements survenus au Palais fédéral, qui n'étaient pas rapportés à l'époque. Grâce à *dodis*, ces documents à l'époque strictement confidentiels sont aujourd'hui accessibles au public. Ce travail de recherche a déjà débuté en 1972 et est en ligne depuis 1997.

² https://ec.europa.eu/info/strategy/relations-non-eu-countries/relations-united-kingdom/eu-uk-trade-and-cooperation-agreement_de

Quelle Suisse voulons-nous? Il faut y réfléchir d'urgence!

par Dr. Eliane Perret, psychologue et pédagogue curative

A cause des restrictions pendant la phase aiguë de la pandémie du Covid 19, beaucoup de familles ont passé leurs vacances en Suisse. Pour les enfants, c'était une chance de faire connaissance des multiples beautés, parfois cachées, de notre pays. Par chance, leurs parents ou grands-parents ont peut-être même pu leur transmettre leur savoir sur l'histoire, la géographie et la biologie des sites visités. Eux devraient au moins pouvoir se rappeler de l'enseignement scolaire de base, par exemple, si une famille en route pour le Tessin choisit la route du St. Bernard et quitte l'autoroute à Avers pour faire une escale dans les Gorges de la Roffla. C'est ce qu'a fait Margret Rettich, auteure de livres pour enfants, il y a plus de cinquante ans. Elle a ensuite décidé d'écrire un livre pour les enfants sur l'histoire de ce site qu'on peut découvrir en lisant une correspondance entre la maison d'édition et la famille Gubser-Pitschen.

Une pause chargée d'histoire

L'éditeur écrit: «Ce destin et ces événements ont été racontés à l'écrivaine et auteure, Margret Rettich, dans son Hôtel des Gorges de la Roffla. Lors des réflexions sur la présentation d'un tel livre, la famille était d'accord avec Margret Rettich sur le fait qu'il ne fallait pas raconter cette histoire de façon anonyme, quelque part dans les Alpes, mais qu'il fallait utiliser le vrai nom et la désignation exacte des lieux. Ce livre d'images ne sera donc pas un conte de fée, mais un livre qui racontera et montrera aux enfants d'aujourd'hui et du futur un destin réel. En plus de lire et d'admirer l'histoire, ils pourront aller visiter cet hôtel sur lieu et admirer avec leurs parents les chutes d'eau de la Roffla.»¹

Une vie paisible avec sécurité sociale

Cette histoire offre une belle occasion de parler aux enfants des soucis des habitants de notre pays au 19^{ième} siècle et des raisons qui les ont amenés à quitter leur patrie, à entreprendre un parcours difficile pour tenter leur chance dans un pays lointain et inconnu – et aussi à les amener à réfléchir à la situation dans laquelle nous vivons aujourd'hui dans notre pays – à éprouver de la gratitude pour tout ce que nos ancêtres ont entrepris pour que nous puissions vivre en paix et avec une sécurité sociale.

Dans des armées étrangères...

Il y a 150 ans, la situation était bien différente. Beaucoup de gens sont partis pour se construire une nouvelle existence dans un pays étranger. Ce n'était pas un phénomène nouveau, car durant les siècles précédents déjà, des habitants de notre pays ont dû émigrer. On peut lire dans les archives que les hommes se faisaient engager dans des armées étrangères dès le 13^{ième} siècle. Aujourd'hui il est difficile de s'imaginer qu'au 16^{ième} siècle, environs un tiers des hommes de plus de 16 ans se trouvaient dans des armées étrangères. Au siècle suivant, près d'un quart de la population masculine cherchait encore à échapper à la pauvreté. C'est au milieu du 19^{ième} siècle seulement que le service dans des armées étrangères a été interdit. En avez-vous entendu parler à l'école?

... ou en tant que travailleurs spécialisés

Au 14^e ou 15^e siècle, des jeunes gens de familles patriciennes ou de la bourgeoisie aisée se rendaient à l'étranger pour se former dans les universités. Des descendants de familles nobles, des ecclésiastiques, des spécialistes du commerce, de la finance, de la construction faisaient partie de ces émigrés pour différentes raisons. C'étaient des spécialistes recherchés et leur trajectoire les menait en Russie, en Allemagne, en Autriche en France et en Italie. A partir du milieu du 19^e siècle, l'émigration a aussi augmenté vers l'Amérique du Nord et du Sud. C'est là qu'on revient à l'histoire des chutes d'eau.² Comme la famille de Christian Pitschen-Melchior des Gorges de la Roffla, beaucoup d'autres familles ont quitté leur patrie à la fin du 19^e siècle. Dans le cas de cette famille, c'était pour se rendre à New York où une vie dure les attendait. Une perspective un peu plus optimiste a ramené la famille en Suisse.



Chute d'eau dans les Gorges de Roffla. (photo Hôtel des Gorges de la Roffla)

L'éruption du volcan Tambora – mauvaises récoltes – chômage

Dans la plupart des cas, c'est la misère existentielle qui a incité les gens à quitter la Suisse. Trois grandes vagues d'émigration les ont été poussés vers la Russie, et surtout en Amérique du Nord. En 1815, il y a eu l'éruption du volcan Tambora avec ces masses de cendres qui absorbaient une partie de la lumière du soleil en Suisse aussi. L'année 1816 est entrée dans l'histoire comme «l'année sans soleil». Ce phénomène a conduit à de mauvaises récoltes, à la hausse des prix, à la famine et à la misère.

En conséquence, dans les années 1816 et 1817, il y a eu une première vague d'émigration des populations pauvres.

Ce sont de nouvelles mauvaises récoltes qui ont conduit à la deuxième grande vague d'émigration au début des années 1850. Des artisans, des marchands et des agriculteurs issus principalement de régions campagnardes s'y sont aventurés. Finalement, la dernière grande vague d'émigration a eu lieu vers la fin du 19^e siècle. Beaucoup de familles suisses ont cherché leur bonheur outre-mer, car avec la baisse des prix sur le marché mondial, beaucoup de paysans ont été ruinés. Bien

que l'industrialisation dans le domaine du textile avait déjà bien progressé lors de la levée du blocus économique de la France contre l'Angleterre, notre pays a été inondé de textiles bon-marchés. Beaucoup de places de travail ont été supprimées, surtout dans le secteur du travail manuel et du travail à domicile. Avait-on affaire à une guerre économique à l'époque déjà?³

Traversée harassante – conditions de vie difficiles

A moins de 21 ans ou en tant que père de famille aux USA, on avait le droit d'acheter un lopin de terre à un prix symbolique, ce dernier devenait ensuite sa propriété au bout de 5 ans. Cependant pas tout le monde n'avait cette chance, car dans la première moitié du 19^e siècle en Suisse, il existait peu

de réglementations auxquelles les agences d'émigration devaient se tenir. Quelques agents attiraient des gens avec de fausses promesses. Il n'était pas rare que ces agents profitent en précipitant les émigrés dans la misère. Déjà la traversée de l'océan en entrepont d'un grand bateau était très éprouvante et beaucoup d'émigrants n'y ont pas survécu. De plus, ils n'ont pas été accueilli à bras ouverts dans les pays de leurs rêves. On a aussi abusé d'eux lors de leur installation pour en évincer les populations indigènes. Souvent ils devaient accepter les travaux les plus durs et les moins bien payés, comme c'est décrit dans «L'histoire des chûtes d'eau» et les terres promises étaient à peine cultivables. Il existe aujourd'hui une Nova Friburgo au Brésil, ou bien Berne dans l'Etat d'Indiana aux USA où les Mennonites de la commune jurassienne de Moutier ont défriché la brousse, séché les marais et lutté contre les ours, les loups et les maladies. Les Suisses installés dans la «Vallée de Zurich» dans la Crimée ont été déportés par Staline et l'endroit a été nommé Zolotoe Pole (champs dorés).⁴ Beaucoup d'émigrés, comme la famille Pitschen-Melchior des Gorges de la Roffla, sont rentrés en Suisse déçus. Là, un meilleur avenir les attendait, car la Suisse s'est développée en un Etat social où les gens pouvaient vivre en paix et en harmonie. Beaucoup de nos ancêtres ont contribué à ce climat.

Les enfants devraient apprendre tout cela de leurs grands-parents – et ils le doivent – pour pouvoir estimer leur culture et s'y ancrer profondément.

Créer les bases d'une vie commune en paix

Comme dans de nombreux endroits au monde, dans notre pays aussi, beaucoup de gens conscients de leur responsabilité réfléchissaient et engageaient leur forces pour former une vie commune en égalité.⁵ Ils triaient les problèmes à résoudre, profitaient des expériences antérieures, faisaient des recherches nouvelles dans diverses branches de la science – toujours avec le but de créer les bases d'une vie commune en paix et appropriée à notre démocratie directe et de rendre les gens capables d'y exercer leurs tâches, et cela dans un pays à quatre régions linguistiques et culturelles, aux régions campagnardes et citadines, et aux diverses religions.

Les connaissances des sciences sociales, spécialement de la psychologie personnelle, ont contribué à construire la base du sentiment de responsabilité et de solidarité avec ses semblables au sein d'un même pays. La plus haute importance revient à la famille, car elle est l'endroit où les valeurs et les normes culturelles vont être transmises, vécues et développées.⁶ Un devoir important incombe également aux institutions de formation. Les plans d'apprentissage des écoles doivent être élaborés en conséquence. Il faut donner aux enfants la possibilité de connaître l'histoire et la culture du pays dans lequel ils vivent, et c'est là le plus grand devoir de l'école.

Nous voulons être libres

C'est ainsi que s'appelait le manuel d'histoire de Franz Meyer avec lequel nos enfants ont été introduit à l'histoire de notre pays pendant de longues années. Le titre a repris une de exigences du Serment du Rütli: «Nous voulons être libres, comme l'étaient nos pères» voilà un but important de l'éducation vers lequel nous devons conduire les générations futures et les former (mais ce but est-il encore contenu dans la pédagogie internationaliste du plan d'études 21 qui domine les écoles suisses?) Malgré tout, l'aspiration à la liberté ne fonctionnera pas sans responsabilité pour la communauté. Johann Heinrich Pestalozzi a déjà attiré l'attention là-dessus en exigeant que la démocratie forme les citoyens intellectuellement et moralement, en tant que préalables à leur capacité d'être libres. Il a ainsi attiré l'attention sur l'importance de la formation

Publicité de l'agence d'émigration «Zwischenbart» dans le calendrier des paysans de Nidwald vers 1900. (photo Archives d'Etat de Bâle-Campagne)

De l'importance de l'individu

«Le divin» de Johann Wolfgang von Goethe (1749–1832)

par Winfried Pogorzelski

Dès les deux premiers – célèbres – versets de cet hymne, on nous enjoint, nous pauvres humains, d'être nobles, secourables et bons. Et on nous en fournit aussitôt la justification: ces facultés nous distingueraient de tous les autres êtres vivants connus. Malgré l'absence de certitude quant à l'existence et à la nature divine, l'homme devrait vivre et agir de manière à ce que l'on puisse à juste titre présumer de l'existence des dieux, poursuit la deuxième strophe, car: «L'homme est semblable à eux».

S'ensuit toute une série d'arguments. Un regard posé sur la nature renforce l'idée de ce statut unique de l'être humain: la nature est insensible, se comporte de la même façon avec tous et met tous les êtres vivants sur un pied d'égalité: «Le soleil brille, sur les méchants et les bons, et pour le criminel, comme pour le juste, luisent la lune et les étoiles. Tous, sans aucune distinction, nous sommes également exposés aux aléas de la nature, comme les tempêtes et les orages. Et tout comme la nature, la chance – un autre nom pour la destinée – ne choisit ni ses victimes ni ses favoris. Elle ne délivre ni jugement, ni récompense. Bien au contraire, à l'aveuglette, elle choisit «à tâtons», au hasard parmi «la foule, et saisit parfois la tête bouclée, de la tendre innocence; parfois le crâne chauve, du coupable», donc sans tenir aucun compte de la valeur de celui qu'elle saisit.

Contrairement à la nature et à la destinée, l'être humain, de par sa condition particulière, est capable de faire ce qui semble à première vue «impossible»: il peut faire preuve de discernement, se permettre de porter un jugement; en outre, l'homme dispose d'une certaine liberté de choix. Il a également le don d'être créatif par le biais de l'art: «Il peut donner, à l'instant la durée». La poésie, la musique, les arts plastiques capturent ce qui a motivé et guidé l'artiste lorsqu'il a créé son œuvre.

Cela se traduit par un grand sens des responsabilités au sein de la condition humaine: «Récompenser les bons, punir les méchants, guérir et sauver» sont autant de responsabilités qui incombent à l'homme et auxquelles il doit faire face à la mesure de ses capacités. Et il est donc en mesure de pratiquer les sciences pour le bien de l'humanité et du monde: «Relier utilement, tout ce qui se trompe, ce qui s'égare».

Nous autres hommes, nous voyons les dieux comme des humains idéalisés. Il est par conséquent désormais possible de parler de l'«homme noble»; alors qu'au début, on parlait encore au subjonctif («qu'il soit») du devoir que l'homme a d'être noble, il est désormais acquis que «l'homme noble est secourable et bon» et qu'à tel titre, c'est à

J. W. von Goethe, Das Göttliche – Le divin

Que l'homme soit noble, Secourable et bon, Car cela seul Le distingue De tous les êtres Que nous connaissons.	Le vent et les torrents, La tonnerre et la grêle, Volent en mugissant, Et, dans leur passage rapide, Emportent chacun à son tour.	Lui seul, il peut Récompenser les bons, Punir les méchants, Guérir et sauver, Relier utilement Tout ce qui se trompe, ce qui s'égare.
Gloire aux être inconnus, Plus sublimes, Que nous soupçonnons! [Que l'homme leur res- semble!] Que son exemple Nous renseigne à croire en eux.	La fortune aussi Tâtonne dans la foule, Et saisit parfois la tête bouclée De la tendre innocence, Parfois le crâne chauve Et coupable.	Et nous honorons Les immortels, Comme s'ils étaient des hommes, Et faisaient en grand Ce que le juste Fait en petit ou voudrait faire.
Car la nature Est insensible: Le soleil brille Sur les méchants et les bons, Et pour le criminel, Comme pour le juste, Luisent la lune et les étoiles.	Selon des lois grandes, Éternelles, inflexibles, Nous devons tous Accomplir les cercles De notre existence.	Que l'homme noble Soit secourable et bon! Qu'il fasse sans relâche Ce qui est bon et juste, Et qu'il soit pour nous, par avance, Une image de ces êtres Que nous soupçonnons.
	L'homme seul Peut l'impossible: Il distingue, Il choisit, il juge; Il peut donner À l'instant la durée.	Traduction Jacques Porchat 1861

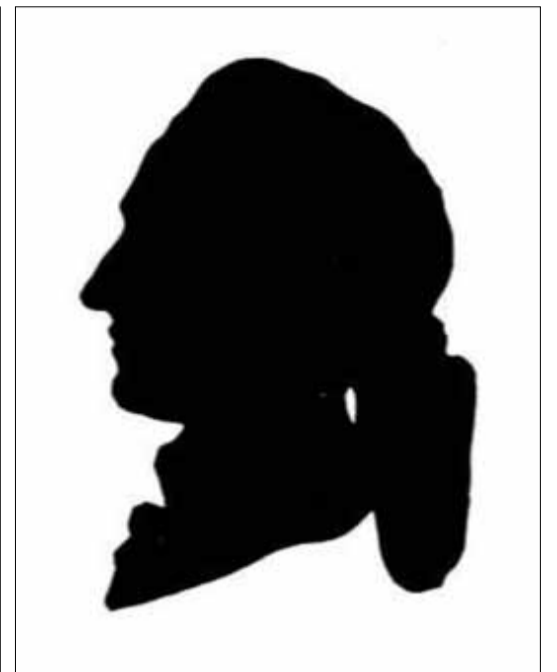
lui seul sous le ciel qu'incombe la tâche de toujours tendre vers «le bon, le juste», de sorte qu'il puisse être un modèle au sens de «l'image» fantasmée des «êtres rêvés» que sont les dieux. Dans le divin, qui reste vague, imprécis, se reflète donc l'être humain qui ne cesse d'aspirer à la moralité.

A l'exception de la sixième strophe, dans laquelle le thème central est l'homme soumis aux lois de la nature, en tant qu'être naturel «Selon des lois grandes, éternelles, inflexibles», toutes les autres strophes sont composées de six vers (lignes); à partir de la septième strophe, on aborde les conclusions de la réflexion. Le poète renonce à une versification régulière, c'est-à-dire à une succession régulière de syllabes non accentuées et de syllabes accentuées. Les structures syntaxiques sont également épurées: des propositions principales assorties d'énumérations («Vent et torrents, tonnerre et grêle», «Guérir et sauver, tout ce qui s'égare, tout ce qui divague»), des adjectifs et des adverbes utilisés avec parcimonie, parfois une proposition subordonnée, quelques invocations et des répétitions de mots soulignent le message exprimé par le poème, auquel ces particularités formelles confèrent le ton soutenu et solennel d'un hymne.

Ce genre de poème philosophique est caractéristique d'une époque vers laquelle se tourne Goethe: c'est celle du *Classicisme de Weimar*, qui commence avec l'amitié et la collaboration artistique entre Goethe et *Friedrich Schiller* (à partir de 1794) et se termine avec la mort de ce dernier (1805).

Les représentants de cette époque partagent en principe les objectifs de la Révolution française, mais rejettent tout recours à la violence et misent au contraire sur un développement sociétal et évolutif. En se confrontant à l'histoire, à la littérature et à l'art de la Grèce antique, de la Renaissance et des Lumières, ils sont de plus en plus convaincus que seules l'éducation et la formation pourront produire des hommes qui sauront réconcilier le devoir et les inclinations et qui se sentiront tenus de respecter la loi morale générale; Schiller a forgé le concept de «belle âme».

C'est en 1783 que Goethe a composé ce poème. Huit ans auparavant, il était arrivé à Weimar à la demande du prince héritier de Saxe-Weimar *Carl August* et de la duchesse-douairière *Anna Amalia*; il a laissé derrière lui les années du «*Sturm und Drang*» et du «Culte du génie» pour se consacrer à l'étude de l'Antiquité et de l'histoire. Mais dès le début, il a aussi participé à de nombreuses responsabilités au sein de l'administration du petit Etat: Il était en charge de l'exploitation minière et président de deux commissions permanentes, la commission de travaux publics pour les routes et la commission à la guerre, des fonctions importantes en ces temps troublés. Il acquiert donc de plus en plus d'autodiscipline, de sens du devoir et des responsabilités, notamment sous l'influence de *Charlotte von Stein*, dame de compagnie d'*Anna Amalia* et amie proche de Goethe, et du théologien *Johann Gottfried Herder*. Goethe avait appris à le connaître et à l'apprécier à Strasbourg; c'est à sa demande qu'Her-



Goethe à Weimar – vers 1780. (photo <https://schattenriss.jimdofree.com/j/privacy>)

der vint à Weimar et y assumait des fonctions importantes comme celles de surintendant général et de premier prédicateur à l'église *Pierre et Paul*. Le poète lui doit une inspiration précieuse. Il fut surtout interpellé par les convictions fondamentales de Herder sur la nature de l'homme, telles qu'il les consignait plus tard dans ses «Lettres pour la promotion de l'humanité» (1793–1797): «L'humanité est le caractère de notre espèce, mais elle ne nous est innée que sous la forme de prédispositions et doit en fait être façonnée par l'éducation».

En 1786, Goethe décida de se rendre à Rome. Il avait trouvé la vie à la cour et les obligations qui y étaient liées de plus en plus contraignantes et peu propices à son travail littéraire. Dans la Ville éternelle, il poursuivait ses études sur la nature et se consacra à l'Antiquité et à la Renaissance. A son retour à Weimar en 1788, il se fit relever de ses nombreuses tâches administratives et endossa à la place la charge de superviseur du Théâtre de Weimar, à laquelle il devait par la suite se consacrer entièrement, parallèlement à son activité de poète.

Sources:

- Goethe, Johann Wolfgang von. «Das Göttliche», in: Goethe, Johann Wolfgang von. *Sämtliche Werke in 18 Bänden, Bd. 1. Gedichte*. Zürich 1977, pp. 324.
«Gedanken und Aphorismen aus der Feder von Johann Gottfried Herder». <http://lexikus.de/bibliothek/Gedanken-und-Aphorismen-aus-der-Feder-von-Johann-Gottfried-Herder/Humanitaet>
Best, Otto F.; Schmitt, Hans-Jürgen. *Die deutsche Literatur, Ein Abriss in Text und Darstellung 7*, Stuttgart 1974, pp. 120.
Nürnberg, Helmuth. *Geschichte der deutschen Literatur*. München, Düsseldorf, Stuttgart 2006, pp. 137.

«Quel Suisse voulons-nous? ...»

suite de la page 6

et de l'éducation pour la vie commune en dignité et en liberté.⁷

Intégrité et convictions démocratiques

Avec sa démocratie directe, la Suisse est aujourd'hui spécialement mise à l'épreuve. Les élus qui doivent prendre des décisions sont susceptibles d'y apporter de la maturité humaine et du sens de responsabilité. Ils doivent ancrer leur vie et leur travail sur un fond de valeurs éthiques, ils doivent faire preuve d'intégrité et de convictions démocratiques tout en évitant de se laisser guider par des besoins de pouvoir et de reconnaissance et des envies financières. Cela demande d'être enraciné dans sa propre culture et connaître son histoire. Si ce n'est pas le cas, il vaut mieux s'abstenir de remplir un devoir public. Pour que de telles personnalités soient prêtes, il faut commencer avec l'éducation et la formation de la génération émergente: dans la famille, à l'école et dans la société.

Quelle Suisse voulons-nous?

Ces dernières semaines, il était effrayant de constater comment la neutralité suisse

a perdu de substance, avec des arguments bon marchés, inspirés par des spin-doctors qui veulent dégoûter la population de cet élément fondamental de notre démocratie. Arrivés là, on doit certainement se poser

des questions sur la «capacité de gouverner» comme Pestalozzi l'a appelé. Que diront les parents et les grands-parents en racontant à leurs enfants l'histoire de la famille Pitschen-Melchior qui est revenue en Suisse

pour contribuer à y construire un avenir de paix et de justice sociale? Devrons nous dire «il était une fois ...»

Qu'allez-vous raconter à vos enfants à Noël?

par Annemarie Buchholz-Kaiser

A Noël, raconterons-nous à nos enfants qu'autrefois il y avait des démocraties? Des pays où les gens étaient libres, où ils pouvaient décider de leurs lois, où chaque citoyen et chaque habitant avait par nature une dignité, où les droits de l'homme existaient et où chacun avait droit à sa propre pensée, à sa propre opinion. Une opinion libre, un droit à sa propre religion et à sa propre tradition, à des procédures juridiques basées sur des preuves?

L'année prochaine, allons-nous leur dire, que – autrefois – la paix représentait une priorité pour les gens, qu'ils s'y étaient engagés de toutes leurs forces et qu'ils y avaient mis du leur? Qu'ils s'étaient engagés avec conviction? Qu'ils avaient réfléchi aux moyens com-

ment aider les pays les plus pauvres? Qu'une fois il y avait eu des voix s'élevant pour la paix et la justice sociale? Qu'il y avait autrefois une Suisse où grâce à la démocratie directe, plusieurs régions linguistiques, plusieurs mentalités, plusieurs religions avaient développé le modèle de cohabitation pacifique, une oeuvre filigrane de création démocratique du bas vers le haut permettant à des régions en crise et à des pays en voie de développement d'accéder à la démocratie. Leur raconterons-nous tout cela en employant le passé? Ou nous comporterons-nous en véritables citoyens-souverains avant qu'il ne soit trop tard?

Source: *Horizons et débats* du 21/12/01

¹ Le livre d'images a paru, dans sa 1^{ère} édition en 1974 avec plusieurs rééditions, la dernière en 2015. Rettich, Margret. *Die Geschichte vom Wasserfall*. Baeschlin-Verlag

² v. Head-König, Anne-Lise. «Auswanderung». In: *Historisches Lexikon der Schweiz* (HSL). Version vom 15.10.2007. <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007988/2007-10-15/>, consulté le 13/07/22

³ v. Altweg, Jonas; Tieber, Sandro. *Migration. Schweizer Amerikawanderung des 19. Jahrhunderts. Vertiefung: Not und Armut in der Ostschweiz*. www.sozialgeschichte.ch/themen/schweizer-amerikawanderung-des-19-jahrhunderts, consulté le 16/07/22

⁴ Koci, Petra. «Die Schweiz anderswo». www.blog.nationalmuseum.ch consulté le 16/07/22. www.sozialgeschichte.ch consulté le 16/07/22

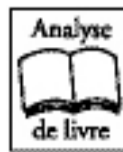
⁵ v. Wüthrich, Werner. *Wirtschaft und direkte Demokratie in der Schweiz. Geschichte der freiheitlich-demokratischen Wertschöpfungsverfassung der Schweiz*. Verlag Zeit-Fragen 2020

⁶ v. Buchholz-Kaiser, Annemarie. «Die Bedeutung der Wertevermittlung in der Familie für die Würde und den Wert des menschlichen Lebens». Ds: *Zeit-Fragen*, Dezember–Januar 1999/2000

⁷ vgl. Brühlmeier, Arthur. «Pestalozzi's Anschauungen über Wesen und Funktion des Staates». www.heinrich-pestalozzi.de/grundgedanken/staat, consulté le 17/07/22

«La Russie – des gens et des lieux dans un pays presque inconnu»

par Gisela Liebe



L'idée de ce livre hors du commun est venue d'*Heino Wiese*, entrepreneur et conseiller politique. En effet, il entretient depuis de longues années des relations économiques et personnelles avec la Russie. En 2013, il a envoyé deux équipes, composées chacune d'une jeune journaliste et d'un photographe, en voyage à travers le plus grand pays du monde. Ils devaient y interviewer des Russes dans les régions les plus diverses et les présenter dans leur quotidien et leurs conditions de vie respectives. L'équipe composée de *Jessica Schöber* et *Olga Matveeva* a parcouru l'ouest de la Russie, de Kaliningrad à Smolensk, Sotchi, Moscou, Volgograd et de Saint-Pétersbourg à Kazan. *Vlada Kolosova* et *Ewgeny Makarov* ont entrepris un voyage à travers la Sibérie, en partant d'Ekaterinbourg, la ville de plus d'un million d'habitants la plus proche de l'Oural et donc de la frontière entre l'Asie et l'Europe, en passant par Novossibirsk, Magadan et Vladivostok, toutes deux situées à environ 10 000 km de Moscou. Dans 30 endroits au total, ils ont rencontré des personnes très différentes, souvent spontanément et par hasard, et ont écouté attentivement leurs histoires. Il en résulte un kaléidoscope varié de personnes très différentes, telles qu'elles vivent dans leurs villes et leurs paysages. Le lecteur a ainsi un aperçu de la grande diversité ethnique, religieuse et culturelle de la Russie. Du concierge de la datcha d'*Elsine* à la conductrice du *Transsibérien*, en passant par les mineurs, les artistes, les scientifiques, les maîtres-nageurs et les hommes politiques, on fait la connaissance de 42 personnes au total. Les textes descriptifs sont accompagnés de nombreuses photos de personnes et de lieux qui donnent l'envie presque irrésistible de visiter un jour ce grand pays et de faire connaissance personnellement avec ses habitants.

Chef de chœur en Transbaïkalie

Le livre commence par un chef de chœur dans un village de 700 habitants en Transbaïkalie (à 5665 km de Moscou), où vit depuis le XVII^e siècle une communauté religieuse de soi-disant vieux-croyants, mis en exil par l'impératrice *Catherine la Grande*. Ils y perpétuent depuis lors leurs traditions culturelles et religieuses. Leurs célèbres chants polyphoniques font désormais partie du patrimoine culturel mondial de l'Unesco. Aujourd'hui, ils vivent avec Internet, mais toujours dans des maisons en bois sans égouts. Le livre, classé par ordre alphabétique des villes visitées, se termine par Volgograd, l'ancienne Stalingrad, où le souvenir des horreurs de la Seconde Guerre mondiale est entretenu par celle que l'on appelle la «grand-mère chercheuse», *Déa Vrazova*, 73 ans. Elle rassemble toutes les informations, les souvenirs et les écrits relatifs à la période de la guerre. «Il faut quand même connaître l'histoire de l'endroit où l'on vit, sa petite patrie», dit *Vrazova*. Vis-à-vis de l'ancien adversaire de la guerre, l'Allemagne, sa camarade *Zinaïda Petrovna Stepykina*, 91 ans, est elle aussi conciliante : «Je n'ai pas de ressentiment envers les Allemands», dit-elle. «Nous avions en effet déjà remarqué à l'époque que tous les Allemands n'étaient pas des fascistes, qu'il y avait des hommes différents».

Jeu d'échecs et bouddhisme en Kalmoukie

Elista (à 1 261 km de Moscou) est la capitale de la Kalmoukie, une province du sud de la Russie, proche de la frontière avec la Géorgie. Le sport national en Kalmoukie est le jeu d'échecs, que chaque enfant apprend dès son plus jeune âge. Les meilleurs peuvent s'entraîner quatre heures par jour à l'académie d'échecs. Le directeur de l'académie d'échecs, *Alexander Abachinov*, est fier du fait que trois champions de Russie et trois champions d'Europe soient déjà sortis de Kalmoukie pendant son mandat. Un grand maître a déjà joué sur 30 échiquiers en même temps. *Elista* abrite également le *Churul*, le temple de la communauté bouddhiste. *Telo Tulku Rinpokhe* est le chef spirituel des 160 000 bouddhistes de Kalmoukie. Né aux Etats-Unis, il a été envoyé à l'âge de sept ans par ses parents, d'origine mongole, dans un monastère bouddhiste en Inde. «J'y suis resté pendant 13 ans. A 21 ans, j'ai accompagné le Dalai-



Les fleuves Oka et Volga se rencontrent à Nijni-Novgorod. (photo page 78)

Lama lors de son premier voyage en Kalmoukie. Il m'a demandé de rester. C'est ainsi que j'ai appris à connaître mes racines». La Kalmoukie n'est pas seulement la plus ancienne région bouddhiste de Russie, mais même de toute l'Europe. «Au début des années quatre-vingt-dix, il ne restait rien du bouddhisme ici, pas de monastère, pas de temple, pas un seul moine. Or, il y avait un besoin urgent de quelqu'un qui puisse se charger de la réintroduction de la religion. On m'a demandé de le faire. Je savais que je ne pouvais pas supposer beaucoup de choses connues de la population, mais j'ai été surpris de voir combien de prières et de rituels l'ancienne génération avait encore conservés». Depuis, une trentaine de temples ont été construits en Kalmoukie.

De nombreuses personnes présentées ont plusieurs métiers. *Anton Koukline*, originaire de Vladivostok (à 9 127 km de Moscou, mais à seulement 150 km de la frontière chinoise), a suivi une formation de marin, puis il a fait des études d'ingénieur dans l'industrie de la pêche. Il a connu de grands succès en tant que kickboxer et, après avoir accompli de nombreux détours dans la vie, il travaille désormais dans une banque.

Le permafrost à Yakoutsk

À Yakoutsk (8 352 km et six heures et demie de vol de Moscou), la température moyenne en hiver est de moins 42 degrés. La République de Sakha (Yakoutie), dont la capitale est Yakoutsk, est aussi grande que l'Inde, mais ne compte qu'un million d'habitants. Toute la République de Yakoutie repose sur un permafrost qui ne dégèle qu'en été, jusqu'à une profondeur de deux à trois mètres. *Viktor Schepelev*, 71 ans, est directeur adjoint de l'Institut du pergélisol de Yakoutsk, le seul institut au monde à étudier les sols gelés en permanence. 65 % de la surface terrestre de la Russie sont gelés en permanence, parfois jusqu'à un kilomètre de profondeur. Dans le labora-

toire de l'institut, à douze mètres sous terre, il règne une température constante de moins six degrés. *Viktor Schepelev* s'inquiète de la manière dont l'homme traite la nature et il s'exprime sur les immenses ressources minières encore inexploitées en Sibérie. «A mon avis, la Sibérie devrait être laissée tranquille. Le Nord et l'Arctique sont des usines d'épuration de notre planète. Nous ne devons pas briser les filtres du monde. Il faudrait plutôt penser à utiliser la ressource naturelle de notre région: le froid. On pourrait par exemple utiliser l'énergie de cristallisation - l'énergie qui est libérée lors de la congélation. Le pergélisol est en outre une archive de l'histoire mondiale: on y trouve des cadavres de mammouths et d'autres animaux préhistoriques bien conservés. En outre, le permafrost est un congélateur naturel. On pourrait y creuser des caves et y stocker des aliments pendant des siècles. Je vous le dis: le gel est un merveilleux moyen de conservation. Regardez-moi! J'ai 71 ans, je n'ai pas pris de vacances depuis douze ans et je me sens comme si j'en avais trente.»

Recherche et datcha

La région de Tioumen (à 2 120 km de Moscou) est considérée comme l'Arabie saoudite de la Russie – elle abrite 64 % des réserves de pétrole et 93 % des réserves de gaz naturel de la Russie. *Ekaterina Matyouchkina*, 31 ans, travaille ici dans la ville de Tioumen comme endocrinologue dans un établissement pour personnes âgées et fait des recherches sur le diabète de la vieillesse. Sa mère de 65 ans s'occupe de sa petite fille pendant qu'elle travaille. «Sans elle, il serait difficile de concilier enfant et carrière, ou enfant et études – ce que beaucoup font encore ici. Sans les grands-mères et les grands-pères, cela ne fonctionnerait pas ainsi. Et ce sentiment d'être utile maintient la jeunesse, selon la devise: je ne dois pas tomber malade, j'ai bien la datcha, j'ai bien les petits.»



Sur les rives du lac Baïkal. (photo page 62)

Dédicace d' Heino Wiese

Je dédie ce livre à mon père Otto Wiese. En 1941, à l'âge de 18 ans, il a dû partir en guerre contre la Russie. Il a passé près de trois ans comme prisonnier de guerre dans les forêts de Nijni Taguil à aiguiser les haches des bûcherons. Il est rentré au pays à l'âge de 24 ans, gravement malade et ne pesant plus que 38 kg. Il a visité Moscou et Leningrad en 1985 et en est revenu enchanté et il m'a appris que la Russie est belle et que les Russes sont des gens chaleureux et aimables.

«Apprendre de ceux que tu aimes»

Dans la petite ville de Chtchokino, à 210 km de Moscou, *Vlada Kolosova* rend visite à son ancienne enseignante *Nadejda Khriatchkova*, à la table de laquelle elle a passé de nombreuses soirées lorsqu'elle était élève. La conviction pédagogique de cette dernière: «J'y crois! Tu ne peux apprendre que de ceux que tu aimes.» *Vlada Kolosova*, son ancienne élève, se souvient qu'ils aimaient profondément leur enseignante et qu'ils lui apportaient des pirojki de grand-mère, leurs soucis et même des chats de gouttière à la maison. Les portes de l'enseignante étaient ouvertes à toute heure de la journée. «C'est peut-être une tradition russe d'être professeur 24 heures sur 24. Beaucoup de nos écrivains se sont aussi considérés comme des enseignants», dit *Khriatchkova* en faisant référence à *Dostoïevski* et *Tolstoï*.



ISBN 978-3-7374-0709-0

Le mufti du Tartarstan

Kazan, une ville de plusieurs millions d'habitants située sur la Volga (à 808 km de Moscou), est le centre musulman de la Russie. 52 % de la population qui y vit est tatare et parle le tatar en plus du russe. Lorsque Kazan a fêté son millième anniversaire en 2005, la grande *Mosquée Kul-Sharif* a également été inaugurée. Dans les années 1990, la République autonome du Tatarstan ne comptait que 20 mosquées, contre environ 1 500 aujourd'hui. Le mufti du Tatarstan, *Kamil Hazrat Samigulline*, 28 ans, explique qu'à l'époque soviétique, les érudits musulmans étaient déportés en Sibérie et que de nombreux croyants priaient en secret en direction de La Mecque. La renaissance de l'islam a eu lieu dans les années 1990; aujourd'hui, 60 % des 3,7 millions de Tatars se réclament de l'islam.

L'orthodoxie russe est ici minoritaire. A l'école, les filles peuvent porter le foulard, ce qui est interdit dans certaines régions de Russie. Concernant la cohabitation des religions, le mufti explique: «Le rabbin, le patriarche et moi, nous sommes directement liés. Certes, beaucoup de choses fonctionnent en parallèle, nous avons par exemple notre propre imprimerie, les chrétiens ont la leur. Mais dans la vie privée, beaucoup de Tatars et de Russes, de musulmans et de chrétiens sont amis. A l'école, les enfants, quelle que soit leur confession, apprennent l'histoire commune de la religion.»

La Russie fait partie de l'Europe et, avec sa diversité culturelle, son histoire et ses habitants attachants. C'est un pays avec lequel nous sommes liés et que nous devrions mieux connaître au lieu de nous en éloigner de plus en plus.